

*l'Anti*capitaliste

N°155 | Avril 2024 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



EUROPÉENNES : REGROUPER UNE GAUCHE DE COMBAT



FRANCE: CAPITALISME
SOUS PERFUSION ET
OFFENSIVE ANTI-SOCIALE



LES INTERSYNDICALES FEMMES
2024 : SE FORMER, DÉBATTRE ET
AVANCER POUR NOS DROITS



IL Y A TRENTE ANS, LA JEUNESSE
ET LES TRAVAILLEURS
S'UNISSAIENT POUR ANTICIPER

Sommaire

ÉDITORIAL

Hélène Marra La Palestine, un combat vital 3

PREMIER PLAN

Henri Wilno France : capitalisme sous perfusion et offensive anti-sociale 4

Jeff Castel Kanaky, en finir (vraiment) avec le temps des colonies ! 7

Zohra-Luce Les intersyndicales femmes 2024 : se former, débattre et avancer pour nos droits 10

Dominique 81 Autoroute A69 : gagner contre le « climato-cynisme » des élu-es et des intérêts privés ! 12

INTERNATIONAL

Nicolas Menna L'Argentine au rendez-vous avec son histoire 15

Édouard Soulier Yémen : de la guerre civile au soutien actif à Gaza 18

Adrien Guilleau Évolution statutaire de la Guyane : une étape décisive de franchise 21

DOSSIER ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Manu Bichindaritz Regrouper la gauche de combat, clarifier la gauche de rupture 23

Entretien avec Miguel Urbán « Un pied dans les institutions, 100 pieds dans la rue » 26

Roseline Vachetta L'Union européenne, un outil pour les capitalistes nationaux 30

Bertold du Ryon 33

HISTOIRE

Fabienne Dolet Il y a trente ans, la jeunesse et les travailleurs s'unissaient pour antiCIPer 35

FOCUS

Robert Pelletier Il y a 50 ans, un antimilitarisme actif déstabilise l'armée 38

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Couverture : Meeting du NPA à La Bellevilloise, 17 janvier 2023.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Manifestation pour la Palestine à Strasbourg © Photothèque Rouge



S'ABONNER PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Fabienne Dolet, Thierry Labica, Antoine Larrache, Maya Lavault, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

La Palestine, un combat vital

PAR HÉLÈNE MARRA

La situation de tension que nous vivons aujourd'hui se caractérise par une fuite en avant, de la guerre, de l'autoritarisme et de la concurrence entre les puissances impérialistes, anciennes et nouvelles, pour l'accaparement de ressources de plus en plus limitées.

L'attaque du 7 octobre 2023 de la part du Hamas, suivie par plus de sept mois de bombardements et de massacres perpétrés par l'armée israélienne, participe grandement à accélérer le démantèlement du dispositif du droit international et, plus largement, des principes sur lesquels reposait la légitimité de la démocratie bourgeoise.

La Palestine constitue en ce sens un cas d'école. L'issue de sa lutte pour l'existence dépasse les frontières pour devenir un combat mondial contre l'impérialisme, l'autoritarisme et l'oppression des peuples. Conscients de ça, les États occidentaux ont eu besoin de recourir à la machine médiatique et répressive afin d'invisibiliser et criminaliser leurs adversaires et d'étouffer, pour l'instant sans succès, les mouvements internationaux de solidarité envers le peuple palestinien.

INVISIBILISER, CRIMINALISER ET RÉPRIMER POUR CONTINUER À RÉGNER

La couverture médiatique du 7 octobre a permis de catégoriser l'État d'Israël comme victime, comme une démocratie à nous familière qui lutterait pour se défendre des attaques « terroristes » du Hamas. Cela permet en même temps de normaliser et naturaliser le totalitarisme, l'occupation coloniale et la déshumanisation de l'altérité en Palestine et ailleurs. Si l'air est devenu irrespirable depuis le 7 octobre c'est précisément parce qu'il s'est opéré un dangereux renversement sémantique où la partie opprimée, emprisonnée, affamée, ségréguée, s'est retrouvée dans le rôle du bourreau. Les visages et les voix des Palestiniens et des Palestiniennes ont disparu au profit d'un récit qui les a

réduit·es à un objet étranger qui n'est pas digne de compassion. Il s'agit alors souvent de les désigner uniquement en tant que « boucliers humains » dont « les terroristes » à eux seuls portent la culpabilité de l'élimination.

URBICIDE ET DÉNI DE L'HISTOIRE

L'histoire factuelle de la Nakba de 1948, de l'occupation coloniale presque séculaire, de l'instauration d'un régime d'apartheid est devenue invisible et indicible. Le 7 octobre met en marche une machine de guerre et de destruction implacable, il devient le crime suprême qui justifie tout et cela même quand les indicateurs de la dévastation deviennent incommensurables et les actes de barbarie intolérables. L'indifférence face à la mort de dizaines de milliers d'enfants sous les coups des bombes d'Israël ou à cause des maladies et de la famine est un crime contre l'humanité. L'ampleur de l'attaque est telle que la mémoire même de Gaza et du peuple palestinien est fortement menacée. Que restera-t-il de l'histoire et de la souffrance de Gaza maintenant que la plupart de ses édifices historiques, de ses hôpitaux, de ses universités, ont laissé la place aux décombres ?

Il n'est pas trop tard pour parler, pour faire bouger les consciences, pour dire ce qui est. Nous avons tous et toutes une grande responsabilité face aux générations futures, celle de ne pas renoncer à notre humanité et de ne pas succomber à la lâcheté et au repli sur soi.

« LA CENSURE EST L'ARME DE CEUX QUI ONT DÉJÀ PERDU »

Comme l'a affirmé Rima Hassan lors du rassemblement lillois qui a fait suite à l'interdiction de la conférence sur la Palestine qu'elle aurait dû

animer avec Jean-Luc Mélenchon, « la censure est l'arme de ceux qui ont déjà perdu ». Au cours de la dernière période, la violence étatique a atteint son paroxysme : le secrétaire de l'union départementale CGT du Nord a été condamné à un an de prison avec sursis pour un tract de soutien à la Palestine. Il y a quelques jours, des militant·es écologistes ayant participé à des actions de contestation contre l'entreprise du béton Lafarge ont été arrêté·es violemment à leur domicile dans le cadre de dispositifs antiterroristes. La marche contre le racisme a été interdite à Paris. Ces exemples montrent la radicalisation autoritaire d'un bloc bourgeois qui allie alliance tacite avec l'extrême droite et violente répression des mouvements sociaux, écologistes et décoloniaux.

UNI-ES POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

L'unité des forces politiques, syndicales et sociales pour la conquête de l'égalité des droits du peuple palestinien est un enjeu crucial dans la période. Si les États impérialistes ont garanti un soutien « inconditionnel » à Israël, leurs peuples ne sont pas indifférents au sort de la Palestine dont le drame ne peut désormais plus être caché. Une fois imposé le cessez-le-feu, il va falloir lutter pour que l'égalité juridique, politique et civile des Palestinien·nes et des Palestiniennes soit assurée ainsi que le droit au retour des réfugié·es et l'évacuation de tous les territoires occupés. La fin de l'apartheid constitue une étape essentielle pour la construction d'un État plurinational, pour tous et toutes. Tant que l'État ethnique d'Israël sera considéré comme allant de soi, aucun de nos droits ne sera à l'abri dans les autres coins du monde. □

France: capitalisme sous perfusion et offensive anti-sociale

PAR HENRI WILNO

La publication par l'INSEE le 26 mars dernier du chiffre du déficit budgétaire de 2023 a été orchestrée par le gouvernement, qui a aussitôt affirmé la nécessité immédiate de coupes dans les dépenses publiques, non seulement de l'État mais des organismes sociaux.

Les pays capitalistes traversent une phase de crise latente marquée par une croissance ralentie et une amplification de la concurrence internationale. Cependant, ni les prévisions d'une récession succédant à la crise du Covid-19, ni celle d'une déferlante de faillites d'entreprises ne se sont réalisées. Grâce au soutien massif des États et des banques centrales, la récession a bel et bien été évitée. Mais les prévisions sur l'état de l'économie mondiale ne sont pas flamboyantes, notamment pour ce qui est de la zone Euro dont la croissance devrait, selon les prévisions du FMI de janvier dernier, rester

inférieure à 1 % en 2024. Il semble que nous ayons maintenant un capitalisme qui certes a évité une énorme catastrophe, mais qui l'a fait au détriment de son propre dynamisme: les capitaux les moins productifs n'ont pas été éliminés¹.

La Chine n'a plus le rôle d'entraînement qu'elle a pu avoir après 2008-2009 ; au contraire, les surcapacités de production industrielle l'amènent à exporter en masse. Parmi les pays du « centre capitaliste » (Amérique du Nord et Union européenne), les États-Unis tirent leur épingle du jeu en matière de croissance. Outre la consommation des ménages et l'impact plus faible qu'en Europe de la guerre en Ukraine, a joué un déficit budgétaire 2023 en augmentation et s'élevant à plus de 6 % du PIB. Le gouvernement Biden a lancé une politique résolue de soutien au développement industriel et de mise à niveau d'infrastructures souvent mal entretenues. Malgré l'augmentation de la dette publique américaine et les tensions politiques internationales, le dollar reste encore la monnaie de réserve mondiale et les marchés financiers continuent d'être friands des bons du Trésor américain.

L'Union européenne est à la peine. La crise du Covid avait été marquée par un assouplissement des règles budgétaires. Certain-es y voyaient l'amorce

d'un tournant majeur de la gouvernance économique européenne. La remise en place du pacte de stabilité, modifié mais toujours potentiellement austéritaire, montre que cet optimisme n'était qu'illusion, confirmant ainsi ce qu'écrivait l'économiste américain Adam Tooze selon lequel les mesures budgétaires et autres prises en 2020 aux États-Unis, dans l'Union européenne et ailleurs avaient une « *logique fondamentale [...] conservatrice* »².

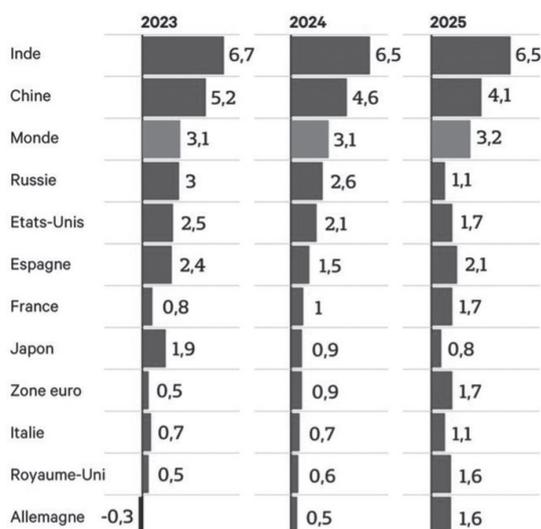
Au-delà des disparités dans la conjoncture, deux phénomènes structurels marquent la situation: la faiblesse des gains de productivité (au niveau macro-économique) et les aides massives de l'État. Pour ce qui est de la faiblesse maintenue des gains de productivité, une des explications possibles est un changement structurel de la demande entre biens industriels et services, la demande s'orientant de plus en plus vers les services, c'est-à-dire vers des secteurs à faibles gains de productivité. Cette analyse, déjà ancienne, a été reprise par Romaric Godin dans un article récent³ mais, dans un rapport de 1996, Michel Husson en avait relativisé le pouvoir explicatif en notant que les gains de productivité ralentissaient aussi dans l'industrie manufacturière⁴.

CAPITALISME SOUS PERFUSION

Le capitalisme reste sous perfusion. Tous les prétextes sont bons pour aider les grandes entreprises: transition écologique, aide à la recherche, réindustrialisation, etc. À cela s'ajoutent, dans plusieurs pays, des mesures fiscales

Les prévisions de croissance du FMI

Variation annuelle du PIB, en %



SOURCE : FMI

justifiées par la concurrence internationale ou la nécessité de ne pas inciter les capitaux à rejoindre des cieux plus accueillants. Enfin, les grands groupes s'acharnent à mettre en concurrence les États pour faire prendre en charge leurs coûts de développement (nouvelles implantations ou lignes de fabrication). C'est, entre beaucoup d'autres, le cas pour les batteries destinées aux voitures électriques : ainsi en France, pour sa « gigafactory » de Dunkerque, le taiwanais ProLogium a bénéficié d'une subvention publique de 1,5 milliard d'euros, soit au moins 30 % de son investissement. Du coup, son concurrent ACC (coentreprise entre Stellantis, Mercedes et TotalEnergies), qui a reçu un montant déjà astronomique de 846 millions d'euros, réclame une rallonge⁵. Certes, il y a toujours eu des aides multiples des États aux grandes entreprises capitalistes, voire des programmes de développement industriel, mais il semble bien qu'un saut qualitatif ait été franchi dans les années récentes.

Aux États-Unis, les montants annoncés pour l'industrie sont énormes : 1 200 milliards de dollars pour les infrastructures, 50 milliards pour les puces, et 400 à 1 000 milliards pour les technologies « propres ». Il en est résulté de nombreux projets et un surcroît d'annonces d'investissements, mais certains investisseurs ont ensuite fait machine arrière considérant que les perspectives de profit étaient insuffisantes. Car en fait, l'avalanche de subventions ne correspond pour les entreprises bénéficiaires qu'à une « socialisation du risque » qui doit laisser « inentamée l'appropriation privée du profit »⁶. Tant pour Biden que pour Macron et d'autres dirigeants européens, il ne s'agit en aucun cas de discipliner les capitalistes mais de les séduire. De ce point de vue, les choses sont différentes en Chine où l'État-parti reste en mesure de faire respecter ses priorités.

Avec une reprise plus normale des circuits économiques (malgré les guerres en Ukraine et en Palestine), la hausse des taux d'intérêt a permis de réduire l'inflation (ce qui n'efface pas les pertes de pouvoir d'achat des salarié-es). Les marchés financiers atteignent des niveaux stratosphériques aux États-Unis et en Europe : début mars, le CAC 40 a, pour la première fois de son histoire, dépassé le

seuil des 8 000 points. Les dividendes distribués assurent aux gros possesseurs d'actions des revenus plus que confortables : en France, par exemple, 1 % des foyers fiscaux (400 000 sur 40 millions) reçoivent 96 % des dividendes versés et, parmi eux, 0,01 % (4 000) perçoivent chacun plus d'un million d'euros. D'autant que, depuis 2018 (merci Macron!), les revenus du capital sont soumis à une imposition réduite par rapport au barème de l'impôt sur le revenu.

La politique de Macron s'inscrit pleinement dans la logique du capitalisme assisté mais de façon sans doute moins efficace qu'ailleurs. Le recul de l'industrie et les logiques financières réduisent la portée du discours sur la réindustrialisation. Ainsi en 2023, l'exécutif s'est fixé au travers de son projet de loi « industrie verte » l'objectif de relever la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) de 10 % à 15 % d'ici à 2035 pour rejoindre la moyenne européenne. Un rapport officiel en cours de finalisation montre qu'il s'agit d'un objectif irréa-

TRANCHER DANS LES DÉPENSES ET LES DROITS SOCIAUX

En dehors du maintien des aides multiples aux entreprises (160 milliards d'euros au total⁸), il s'agit aujourd'hui (et une fois passée la pandémie) pour Macron et son gouvernement, d'essayer de tenir ferme sur son engagement vis-à-vis du capital de ne pas augmenter les impôts (après des baisses multiformes en faveur des plus riches et des entreprises) et de comprimer les dépenses sociales. Il faut aussi consacrer plus d'argent aux dépenses militaires dans le cadre de la militarisation croissante du monde. Il est donc nécessaire que « ceux d'en bas » payent d'une manière ou d'une autre, soit par moins de prestations sociales (maladie, chômage), soit de manière plus insidieuse par moins de services publics (école, santé, etc.).

C'est à cela que sert l'orchestration du déficit 2023, 5,5 % au lieu des 4,9 % jusque-là annoncés. Ceci alors que cette annonce n'a pas fait frémir les marchés financiers qui restent assoiffés de la rémunération sans risque que procurent les titres émis par le Trésor



liste. D'ailleurs, malgré les quelques implantations d'usines⁷, la production industrielle française restait en février dernier légèrement inférieure à son niveau de 2015, et à peine supérieure s'agissant de l'industrie manufacturière. Certains pans de l'industrie restent flageolants : c'est notamment le cas de l'aéronautique, dont la production demeure inférieure de 25 % à son niveau d'avant-pandémie, ou de l'automobile.

français : « La France n'est pas le vilain petit canard attaqué par les marchés » a déclaré une analyste financière⁹.

La cause ponctuelle de ce dérapage du déficit ? La baisse des recettes fiscales qui reculent fortement en 2023, ce qui renvoie avant tout à la faible croissance de la consommation (en raison des pertes de

pouvoir d'achat) et des investissements. S'y est ajoutée notamment l'impact de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sur les entreprises et le flop de la taxation des superprofits (qui n'a rapporté que 300 millions d'euros au lieu des milliards annoncés). Mais en longue période, depuis le début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, il y a eu environ 70 milliards d'euros de baisses d'impôts (soit près de 3 points de PIB).

La « politique de l'offre » et le « ruissellement » ne marchent pas, du moins du point de vue de leurs objectifs proclamés (croissance, emplois); riches et grandes entreprises empochent et, au plus, les entreprises créent essentiellement des postes mal payés. Mais Macron et Attal n'ont pas d'alternative. En témoignent leurs annonces récentes de coupes dans les dépenses budgétaires: 10 milliards d'euros avaient déjà été annoncés dès la deuxième quinzaine de février et des dizaines de milliards supplémentaires sont annoncées (50 milliards seraient nécessaires pour le président de la Cour des comptes!). Attal entend maintenant passer à des attaques contre les dépenses sociales: indemnités journalières, arrêts de travail et allocations chômage. L'objectif est d'ajouter une couche supplémentaire aux diverses réformes restrictives de l'indemnisation du chômage qui se sont succédés depuis des années. Pour le gouvernement, le chômage est avant tout volontaire et on le réduira en durcissant encore plus les règles d'indemnisation. Pourtant, la moitié des inscrit-es à France travail ne sont pas indemnisés-

et « parmi les indemnisés, il y en a la moitié qui travaille tous les mois » précise la vice-présidente de l'Unedic¹⁰. Toute cette logorrhée réactionnaire du pouvoir a deux objectifs. L'un est économique. Outre faire des économies sur les allocations, comme le dit l'économiste Michaël Zemmour: « *Quand vous incitez à reprendre n'importe quel emploi pour survivre, on sait à quoi ça mène: à une pression sur les salaires* ».

DIVISER « CEUX ET CELLES D'EN BAS »

L'autre objectif est politique: il s'agit de diviser, de séparer les prétendues classes moyennes de ceux qui sont privés d'emploi ou naviguent entre chômage et travail précaire. Cet objectif politique revient dans tous les discours gouvernementaux: « ceux qui travaillent », « ceux qui payent », etc. En oubliant les vrais assistés-es, ceux et celles qui vivent de l'exploitation du travail et cumulent les avantages fiscaux comme, par exemple, Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde, décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur au mois de mars par Emmanuel Macron lui-même!

Cela provoque quelques émois chez la « gauche macroniste ». Cela n'ira bien sûr pas loin mais il est possible qu'Attal lui fasse la concession d'un prélèvement exceptionnel en trompe l'œil: il a ainsi annoncé début avril le lancement d'une mission parlementaire sur les « rentes » de certaines entreprises tout en réaffirmant qu'il n'est pas question d'augmenter les impôts (en particulier donc des hauts revenus). La dette publique, en réalité, fournit l'occasion de placements sûrs aux banques et fonds de pension: outre la remise en cause de la dette illégitime,

il faudrait non pas des mesurette à un coup mais une vraie réforme fiscale qui, dans un premier temps remette en cause toutes les mesures favorables aux riches et aux entreprises prises par Macron (suppression de l'ISF, prélèvement fiscal unique, baisse de l'impôt sur les sociétés et des impôts dits de production,...) et avant par Hollande (comme le CICE).

Une nouvelle étape de l'autoritarisme est par ailleurs franchie. Les 10 milliards de crédit sont annulés sans passage par le Parlement alors que bien souvent les débats parlementaires portent sur des montants moindres. Quant aux prétendus « partenaires sociaux » qui, en principe décident de l'indemnisation du chômage, ils sont joyeusement piétinés par le gouvernement.

Attal se rassure en affirmant devant les parlementaires de sa « majorité » tronquée qu'il n'y a rien à craindre car il n'y a pas de risque de mobilisation réelle en défense des chômeurs/euses. Il y a malheureusement du vrai dans ce constat cynique. Le pouvoir compte sur les divisions au sein des catégories populaires pour faire passer sa politique. Les surmonter est un objectif essentiel pour construire une mobilisation d'ampleur en défense des chômeurs et des chômeuses, du droit à la santé, des salaires... car ce ne sont pas les débats parlementaires qui feront reculer un pouvoir déterminé à mettre en œuvre un nouveau chapitre de l'offensive réactionnaire (qui a d'autres dimensions, notamment sur l'école, que celles traitées dans cet article). □

1) David McNally, « *Économie mondiale, guerres et perspectives des socialistes* », Inprecor, avril 2024

2) Adam Tooze, « *L'arrêt- comment le Covid a ébranlé l'économie mondiale* », Les Belles Lettres, 2022

3) « *Le retour de l'austérité, signe de l'instabilité économique globale* », Romaric Godin, 1 avril 2024, Mediapart.

4) « *Productivité, emploi et structures de l'appareil productif. Une comparaison internationale. Rapport pour le Commissariat Général du Plan (subvention n°16/1994)* », Michel Husson, septembre 1996, vie-publique.fr.

5) *Voitures électriques: surenchère dans la course aux subventions chez les fabricants de batteries*, Les Échos.

6) Cédric Durand, *Le retour de l'État néo-industriel ?*, Contretemps.

7) *Réindustrialisation: la France a de nouveau gagné des usines en 2023*, Les Échos

8) *Aides publiques aux entreprises: un état des lieux*, vie-publique.fr

9) *Dette, déficits publics: « La France n'est pas le vilain petit canard attaqué par les marchés »*, Les Échos.

10) « *Gabriel Attal et la "théorie du chômage volontaire": un argument discutable pour attirer les classes moyennes* », Bertrand Bissuel et Thibaud Métais, 27 mars 2024, lemonde.fr.



Emmanuel Macron et Bernard Arnault le 21 juin 2021, à Paris. © Christophe Archambault/AFP

Kanaky, en finir (vraiment) avec le temps des colonies!

PAR JEFF CASTEL

« Il est aujourd'hui nécessaire de poser les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun. [...] Dix ans plus tard il convient d'ouvrir une nouvelle étape marquée par la pleine reconnaissance de l'identité Kanak, préalable de la refondation d'un contrat social entre toutes les communautés qui vivent en Nouvelle-Calédonie, et par un partage de souveraineté avec la France sur la voie de la pleine souveraineté ».

*Préambule des accords de Nouméa
signés en 1998 par le FLNKS,
la droite coloniale et l'État français.*

A lors qu'une loi constitutionnelle réaffirme le projet colonial en Kanaky, il est plus qu'urgent de s'opposer aux manœuvres de l'État français contre le peuple kanak et de faire vivre la solidarité. Retour sur un combat pour l'autodétermination et l'émancipation... qui continue.

Lorsque la France prend possession de Kanaky en 1853, l'archipel est habité par un peuple de dizaines de milliers de personnes vivant sur ces terres depuis 3 000 ans, avec sa culture, son économie, son organisation sociale. La répression et les massacres des Kanak s'opposant aux spoliations foncières, les maladies mettront en danger la survie du peuple kanak. Confiné dans des réserves, le peuple kanak utilise ces espaces pour reconstruire son organisation sociale, son économie, sa vie culturelle et... politique.

Les luttes anticoloniales, les mouvements de libération nationale en Algérie, au Vietnam, à Cuba... trouvent un écho dans la population. Des prêtres, des séminaristes (Tjibaou, Machoro...) quittent l'église, des étudiants en France participent à Mai 68 et nouent des relations avec des militants anticolonialistes de tous les continents.

LA POLITIQUE DE COLONIE DE PEUPEMENT DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Inquiet de cette politisation et des premières actions et revendications indépendantistes, l'État français décide en 1972 de s'engager dans une politique de peuplement en encourageant l'installation de Français. Les Kanak sont alors majoritaires dans la population.

En 1981, lorsque Mitterrand et la gauche accèdent au pouvoir, le peuple kanak ne représente plus que 40 % de la population. Mais l'heure est à l'espoir. Le droit inné et actif du peuple kanak à l'indépendance est inscrit dans le Programme commun. Une partie minoritaire de colons européens accepte de former un gouvernement local présidé par Jean-Marie Tjibaou. La majorité de la droite coloniale se radicalise, et dénonce un abandon par l'État. Ses membres s'identifient aux pieds-noirs d'Algérie (victimes de l'abandon de l'Algérie par De Gaulle), soutiennent les afrikaners d'Afrique du Sud. Des armes circulent, des barbouzes (dont de nombreux ex-OAS) sont recrutés, des milices se forment. En 1983, l'Assemblée territoriale est prise d'assaut, des élus indépendantistes tabassés. L'État ne réagit pas : il

prépare un nouveau statut. En 1984, l'État présente son projet de statut, avec à la clé de nouvelles institutions, une réforme foncière, une plus grande autonomie. Problème, la Constitution française ne reconnaît qu'un seul peuple au sein de l'espace français : le peuple français composé d'hommes et de femmes libres et égaux en droit. Ainsi tout métropolitain de passage ou venant d'arriver a les mêmes droits qu'un Kanak pour décider de l'avenir de l'archipel. À l'Assemblée nationale, les députés de gauche, majoritaires, repoussent les amendements déposés par le seul député kanak... La politique de peuplement peut se poursuivre.

DE LA CRÉATION DU FLNKS AUX ACCORDS DE NOUMÉA

Condamné à devenir une petite minorité dans son propre pays, le peuple kanak se radicalise. En septembre 1984, le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) est créé, et un gouvernement provisoire est formé. Le 18 novembre, jour des



élections aux nouvelles institutions, c'est le début de l'insurrection, Éloi Machoro brise l'urne de son village à coups de hache. La photo fait le tour du monde. En France des milliers de militants organisent la solidarité.

De 1984 à 1988, l'archipel vit une situation révolutionnaire qui transforme durablement le pays. Le peuple kanak n'a pas la possibilité de se débarrasser militairement du colonialisme français, mais a la capacité de paralyser le pays et d'y créer un état d'insécurité permanente. Aux actions du FLNKS l'État répond par la répression et laisse faire les milices. Des dizaines de militants sont tués, des centaines emprisonnées, *notamment dans ce qui est restée l'affaire de la grotte d'Ouvéa*. La France est montrée du doigt à l'ONU; l'Assemblée générale réinscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser. Désormais Kanaky est sous le regard de l'ONU, et la France doit rendre des comptes. Le FLNKS est reconnu légitime pour représenter le peuple kanak.

En 1988, puis en 1998, profitant du rapport de force créé sur le terrain, le FLNKS négocie avec la droite coloniale et l'État français des accords visant à libérer des espaces géographique, politique, économique, culturel, diplomatique, et les occuper, pour y développer des politiques préparant le pays à l'indépendance.

Les accords de Nouméa de 1998 actent, au pays, en France et devant la communauté internationale, la volonté de l'État français d'engager une politique de décolonisation, dont l'aboutissement est la pleine souveraineté. Mais surtout il est constitutionalisé. Le peuple kanak est reconnu comme le poteau central de la case, ouverte aux habitantEs résidentEs dans le pays depuis au moins dix ans au moment de la signature de l'accord. Ensemble, ils ont vocation à devenir les citoyens du pays souverain. Trois référendums (en 2018, en 2020, en 2022) sont organisés pour consulter les citoyens sur l'accession du pays à la pleine souveraineté. 43 % en 2018, 47 % en 2020 votent pour l'indépendance. En 2022 l'État impose la tenue du troisième référendum en pleine crise du covid. Le peuple Kanak fortement touché enterre ses centaines de morts et boycotte à plus de 90 % le référendum. Résultat, 43 % de participation, et 96 % pour rester une colonie française.

Depuis 1998, le FLNKS est minoritaire dans les institutions (congrès, gouvernement). Il est majoritaire dans deux provinces sur trois. Dotées de compétences fortes (économie, culture), les provinces ont permis au FLNKS de mettre un pied dans les secteurs économiques stratégiques, comme le nickel, le tourisme, le transport... Mais l'essentiel de l'économie du pays demeure dans les mains de quelques familles multimillionnaires

associées à des multinationales. Les partis de la droite coloniale représentent leurs intérêts. Ils utilisent le pouvoir politique qu'ils occupent au gouvernement pour mettre en œuvre un mélange de politique ultra-libérale sous perfusion des euros de la mère-patrie et des euros de l'évasion fiscale grâce aux lois de défiscalisation.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE DES ANNÉES 2000-2010

Porté par les cours élevés du nickel et le chéquier de l'État français, le pays a connu jusqu'en 2015 un fort taux de croissance économique. Construction de deux usines métallurgiques, d'un aéroport, d'un hôpital, et de nombreuses infrastructures: routes, réseaux électriques, ville nouvelle...

La crise en France a fermé le robinet à euros, les cours du nickel se sont effondrés. Résultat: une dette abyssale, trois usines en quasi-faillite, des régimes sociaux en faillite.

En 2020, lors des élections le FLNKS gagne des sièges mais reste minoritaire au congrès. Une nouvelle force politique émerge: l'Éveil océanien, représentant la communauté wallisienne et futunienne. Wallis et Futuna est une colonie française située en Polynésie. Dans le cadre de sa politique de peuplement, l'État français a organisé la migration de milliers de personnes pour travailler dans le bâtiment, les mines, les travaux publics... Longtemps cette communauté a été

utilisée comme bras armé contre les Kanak par la droite. L'Éveil océanien est l'expression de l'émancipation de la communauté, de la droite coloniale. En 2021, le FLNKS et l'Éveil océanien forment une majorité dite océanienne au congrès. Cette alliance compose la majorité du nouveau gouvernement présidé par Louis Mapou, militant



Banderole pour la manifestation du 5 février 2021 devant le Haut-Commissariat à Nouméa, © page Facebook du collectif Usine du Sud Usine Pays

et dirigeant historique du FLNKS. Pour la première fois depuis le gouvernement Tjibaou en 1983, les Kanak sont au pouvoir.

Depuis la formation de cette nouvelle majorité, la droite coloniale n'a cessé de se radicaliser : les grandes familles sortent leur capital, les multinationales du nickel désinvestissent en Kanaky au profit de l'Indonésie. Pour faire face à la crise covid, l'État subventionne toutes les collectivités territoriales mais impose au gouvernement de Nouvelle-Calédonie un prêt à un taux supérieur à celui du marché.

La population subit les conséquences de la crise : chômage, vie chère, services publics défectueux...

L'EMPEREUR MACRON

En juillet 2023, Macron s'invite en Kanaky escorté par deux Rafale. Les deux avions, après avoir fait leur cirque au-dessus du pays, s'envolent en Australie pour participer à des manœuvres militaires au côté des forces de l'Otan dans le Pacifique. L'ennemi : la Chine. En Kanaky, Macron invite les Calédoniens à se joindre en allié de la France à la construction d'un axe indo-pacifique (de Mayotte à Papeete, incluant l'Inde, la Nouvelle-Zélande, l'Australie) visant à s'opposer à l'influence chinoise dans la région. Dans cette construction, le FLNKS n'apparaît pas comme un allié fiable. Dans le Pacifique, à l'ONU, il est une épine dans le pied de la diplomatie française. S'il n'y a pas de sous pour la crise covid en Kanaky, il y en a pour essayer de détourner les pays de la région de leur soutien au FLNKS : création d'une académie militaire, accords de coopération...

Assiégée par la droite coloniale, face à un gouvernement français déterminé dans ses visées impériales, l'alliance océanienne résiste, et depuis le gouvernement du pays essaye de prendre des mesures pour faire face à la crise. Les timides réformes fiscales qui touchent les intérêts des plus riches et du patronat, sont l'objet d'une résistance acharnée de la droite coloniale et du patronat.

En mars 2024, les patrons routiers soutenus par l'ensemble du patronat et de la droite ont bloqué les dépôts de carburant, menaçant le pays de paralysie. L'État, compétent en



matière de maintien de l'ordre, a laissé faire. Les élus de droite ont quitté le congrès et le gouvernement, déclarant ces institutions qu'ils ont dirigées pendant des décennies illégitimes et antidémocratiques.

Pour faire baisser la tension Louis Mapou a annoncé le retrait d'une taxe sur les carburants, visant à combler le déficit chronique de la production et de la distribution d'électricité, à l'origine du blocage. Malgré ce retrait, le blocage se poursuit, et la droite appelle à une marche sur le congrès. Il aura fallu la mobilisation de centaines de militant du FLNKS déterminés à faire lever les blocages, pour que les patrons routiers renvoient leurs camions au garage.

Après avoir imposé la tenue d'un référendum en pleine crise covid, avalisé le résultat malgré le boycott du peuple kanak, le gouvernement souhaite verrouiller la colonisation de Kanaky en modifiant le corps électoral, en l'ouvrant à toute personne vivant depuis au moins dix ans dans le pays, rendant les Kanak définitivement minoritaires.

COMBATTRE LA NOUVELLE LOI CONSTITUTIONNELLE

La loi constitutionnelle, portée par le gouvernement et soutenue par la droite locale, est une rupture avec les accords passés en 1998. Elle est contraire aux

nombreuses résolutions de l'ONU qui s'opposent aux politiques coloniales de peuplement.

Comme en 1983, le seul sénateur kanak élu au Sénat mène le combat pour s'opposer à cette loi. Ses amendements sont rejetés...

Les 23 et 24 mars 2024, le FLNKS a tenu son congrès, ouvert pour l'occasion à toute la mouvance indépendantiste. À l'unanimité, les 700 militant-es et délégué-es (ce qui en France correspondrait à un congrès de 140 000 personnes) présents ont appelé à la mobilisation contre le projet de loi constitutionnelle, en soutien au gouvernement Louis Mapou, et l'ouverture de discussions avec l'État visant à l'accession de Kanaky à la pleine souveraineté.

La politique putschiste de la droite coloniale, la passivité voire la complicité de l'État français face à ses actions et menaces, démontrent qu'il n'y a pas de place pour un territoire gouverné par les Kanak au sein de la République française.

Jeudi 28 mars, la droite coloniale a appelé à une marche sur le congrès. Le FLNKS appelle à une marche contre la loi constitutionnelle.

Les militants anticolonialistes, antiracistes, solidaires de la lutte des peuples pour leur libération, en Palestine en Ukraine, au Kurdistan...doivent se tenir prêts à se mobiliser en solidarité avec le peuple kanak. □

Les intersyndicales femmes 2024 : se former, débattre et avancer pour nos droits

PAR ZOHRA-LUCE

Il y a quelques semaines, les intersyndicales femmes ont réuni pendant deux jours, à la Salle Olympes de Gouges à Paris, plus de 400 militantes et militants venus de toute la France et même d'autres pays et continents. Alors que l'égalité réelle entre les femmes et les hommes n'est toujours pas effective, ce rendez-vous annuel a permis, à nouveau, de prendre du recul sur nos combats, et de réfléchir ensemble à de nouvelles problématiques ou à des thèmes en lien avec l'actualité.

Organisées quelques jours après un 8 mars puissant, les intersyndicales femmes ont aussi été l'occasion de faire résonner théorie et pratique pour penser et construire la suite de nos mobilisations féministes et syndicales.

SE RETROUVER ENTRE MILITANTES SYNDICALES FÉMINISTES DANS UN CONTEXTE OÙ LES INÉGALITÉS SE MAINTIENNENT

Aujourd'hui encore, la vie professionnelle des femmes est marquée par de nombreuses inégalités. Dans le privé, les femmes gagnent 24 % de moins en moyenne que les hommes¹, tandis que dans la fonction publique, leur salaire net en équivalent temps plein est en moyenne inférieur de 11,3 % à celui des hommes². Sans parler de la retraite, où l'écart se creuse avec des pensions inférieures de 39 %³.

Le couple et la vie familiale génèrent d'autres inégalités. Ainsi les femmes occupent toujours 80 % des emplois à temps partiel et prennent 95 % des congés parentaux⁴. À la maison, elles gèrent la charge mentale et la double journée de travail, et consacrent encore près de deux fois plus de temps aux tâches domestiques que les hommes⁵. Enfin, la question des violences sexistes et sexuelles est toujours prégnante : dans une société où les femmes sont entre 67 % et 90 % à être victimes d'atteintes sexistes, les violences sexistes et sexuelles restent très présentes dans tous les champs de

la vie des femmes, jusqu'aux féminicides dont les chiffres ne baissent pas.

Dans ce contexte, les intersyndicales femmes permettent chaque année de se retrouver, militantes de la CGT, de la FSU et de l'Union syndicale Solidaires, pour réfléchir collectivement à la question des droits des femmes, mesurer les discriminations à l'œuvre dans tous les champs de nos vies, constater les avancées et les chemins qu'il reste à parcourir, et discuter des moyens d'action pour y parvenir.

Mises en place en 1997, à l'initiative de quelques femmes syndicalistes qui voulaient « *penser le rapport entre syndicalisme et féminisme* »⁶, les Journées intersyndicales femmes sont devenues un moment annuel important pour prendre du recul sur notre militantisme quotidien, échanger dans la sororité, se former, et dessiner les contours de nos futures victoires.

Au fil de quatre tables rondes, des chercheuses du monde universitaire, des militantes syndicales, associatives, politiques débattent à bâtons rompus avec la salle.

INTERSYNDICALES 2024 : DES THÉMATIQUES D'ACTUALITÉ POUR RÉFLÉCHIR AUX ENJEUX FÉMINISTES ET CONSTRUIRE NOS LUTTES DE DEMAIN

Impossible d'évoquer les intersyndicales femmes 2024 sans balayer les quatre thèmes présentés et débattus cette année. Sans faire une synthèse des débats, partageons quelques lignes

des questions abordées, sachant que les actes de ces journées d'étude seront disponibles l'an prochain.

LA GROSSOPHOBIE, ANGLE MORT DES LUTTES FÉMINISTES

Un premier focus a été fait sur les injonctions du paraître et le refus des normes esthétiques. Avec Daria Marx, écrivaine et bloggeuse, autrice notamment de « *10 questions sur la grossophobie* » et Mathilde, autrice-compositrice-interprète.

Sur un ton très décalé, cette table ronde a été l'occasion de discuter d'un angle mort de nos luttes féministes : la grossophobie. Discrimination genrée et systémique, en lien avec le privé et l'intime, la grossophobie s'organise dans tous les champs de notre vie : système éducatif, santé publique, accès aux vêtements. Elle génère violences physiques et verbales, inégalités de l'accès aux soins, exclusions et injonctions permanentes à correspondre à une norme artificielle. Les intervenantes ont rappelé que la grossophobie mêle discrimination genrée et racisée, qu'elle a une histoire et qu'il est indispensable que les mouvements féministes s'en emparent.

Notre action syndicale a aussi été questionnée : refuser de tenir des événements dans des lieux où les sièges ne permettent pas d'accueillir certaines personnes, pointer les particularités de cette discrimination dans nos combats féministes, nous avons une responsabilité pour dénoncer et faire cesser la grossophobie.

LES EFFETS DE L'IA SUR LES INÉGALITÉS DE GENRE

Sujet d'actualité, l'intelligence artificielle était aussi abordée mais sous le prisme du genre. Alors que les nouvelles technologies et notamment l'IA sont partout, qu'elles impactent nos vies professionnelles et nos conditions de travail, cette table ronde avait pour objet de discuter des effets de l'IA sur les inégalités entre les femmes et les hommes.

Autour de quatre intervenantes très complémentaires, ont été évoqués : la nécessité de penser les développements techniques contemporains en féministes avec Pauline Gourlet, chercheuse et enseignante en Sciences Politiques, les inégalités qui régissent les espaces numériques (algorithmes biaisés, exclusion des femmes de l'histoire du numérique ou encore cyberharcèlement) avec Mathilde Saliou, journaliste et autrice de « *Technoféminisme, comment le numérique aggrave les inégalités* », et la place des femmes dans le numérique avec Catherine Ladusse qui a participé à la rédaction du rapport du Haut Conseil à l'égalité de septembre 2023 intitulé « La femme invisible dans le numérique. Le cercle vicieux du sexisme ». Khadija Bouloudn, déléguée syndicale de l'entreprise de nettoyage Onet, est venue témoigner de l'impact de ces nouvelles technologies sur le travail. Il s'agissait de voir comment dégager des pistes de résistance face à ces discriminations nombreuses dont les organisations syndicales doivent s'emparer.

LES MÉTIERS DU SOIN EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE

En lien direct avec le monde du travail, le débat sur les métiers du soin et du lien a permis de mettre en avant des professions très féminisées grâce aux témoignages de Cécile Stassi, AESH (Accompagnante des Élèves en Situation de Handicap) et d'Irène Delort, orthophoniste. Ces deux professionnelles ont montré l'investissement que demandait leur métier tant en termes de formation que de compétences, de charge mentale et émotionnelle, et la moindre reconnaissance attribuée, notamment au niveau salarial. Ces interventions ont renforcé la présentation de l'enquête en ligne menée par les économistes Rachel Silvera et Séverine Lemièrre, auprès de plusieurs milliers de salariées des professions du soin et du lien aux autres, qui montre, entre autres, une sous-valorisation de

leurs qualification et savoir-faire, des difficultés à gérer les plans émotionnels et physiques de leurs métiers, et une invisibilisation de nombreuses compétences développées pour s'occuper des autres au quotidien. Pour finir ce débat, la Directrice du service d'actions féministes et d'équité salariale de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec a évoqué leurs nombreuses luttes sur le terrain de l'égalité professionnelle.

LUTTES FÉMINISTES : ÉGALITÉ, SEXUALITÉ ET LUTTES DE CLASSE

Il était aussi question de combats lors de la table ronde intitulée « Construire nos luttes féministes » qui a particulièrement résonné avec les mobilisations autour du 8 mars, journée internationale des droits des femmes. La diffusion de quelques scènes du film de Nina Faure *We are coming* a permis d'entendre la précieuse parole de plusieurs femmes qui racontent leurs désirs, leurs luttes quotidiennes pour l'égalité, leur rapport à leur corps. Puis Fanny Gallot, historienne, est revenue sur l'implication des femmes dans les mobilisations sociales de tous temps et sur l'évolution de leurs modalités d'actions. La question des outils, s'agissant entre autres de la non-mixité ou de l'utilisation de l'écriture inclusive, a également été discutée par Annick Coupé, syndicaliste, et Clémentine Otto-Bruc, spécialiste du genre.

Enfin, la présentation du dernier livre de Suzy Rojzman *Féministes, luttes de femmes, luttes de classe* et le concert donné par la chanteuse Mathilde après un apéro féministe ont permis d'allier convivialité et discussions informelles entre camarades.

Dans un contexte marqué par le regain des luttes féministes depuis plusieurs années déjà, autour notamment du mouvement #Metoo, et alors que nos



organisations syndicales construisent depuis de nombreux mois le mot d'ordre d'une grève féministe, le 8 mars 2024 a rassemblé des milliers de femmes, lycéennes, étudiantes, salariées, agentes de la fonction publiques, chômeuses, retraitées... déterminées à agir pour l'égalité dans tous les champs de la vie. Les intersyndicales femmes 2024 s'inscrivent dans ces mobilisations pour nos droits. Ces quatre tables rondes ont permis de débattre de différents concepts à la lumière de nos expériences militantes et de faire les allers-retours indispensables entre la théorie et la pratique de notre militantisme féministe. Ces journées ont été l'occasion, cette année encore, de se sentir plus fortes dans nos luttes syndicales féministes. Si, comme le concluaient nos camarades dans l'ouvrage *Toutes à y gagner, vingt ans de féminisme intersyndical* : « Rien n'est jamais acquis [...] c'est à chaque instant et dans tous les domaines qu'il faut se battre », alors ces intersyndicales femmes nous ont donné de l'énergie pour toute l'année, de quoi rester déterminées à combattre les inégalités et gagner de nouveaux droits! □

1) Note de l'Observatoire des inégalités publiée le 4 mars 2024 : « A travail égal, salaire égal ? ».

2) Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2023.

3) INSEE, « Femme et hommes : l'égalité en questions », éditions 2022.

4) Tract intersyndical « Pour l'égalité réelle, toutes et tous mobilisé-es pour le 8 mars ».

5) Observatoire des inégalités : « Comment favoriser le partage du travail domestique entre les femmes et les hommes ? », 7 mars 2023.

6) Annick Coupé, « Le temps de la lutte », avant-propos à *Toutes à y gagner, vingt ans de féminisme intersyndical*, mars 2017.

Autoroute A69 : gagner contre le « climato-cynisme » des élu·es et des intérêts privés !

PAR DOMINIQUE 81

La mobilisation des opposant·es à l'A69 entre Castres et Toulouse ne faiblit pas. Malgré une répression brutale, les Écureuil·les ont gagné une première bataille des arbres ; les procédures juridiques sur le fond sont en cours et plusieurs grandes manifestations sont prévues.

L'histoire de ce projet anachronique et écocide est celle du désengagement de l'État dans l'aménagement du territoire au profit des intérêts privés des grandes entreprises de travaux publics. C'est celle d'une liaison autoroutière qui tourne le dos à tous les engagements pris pour réduire les émissions de CO₂, conserver les terres agricoles et les zones humides et préserver la biodiversité.

DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT ET PRIVATISATION : DES CHOIX POLITIQUES

Le projet de désenclavement du bassin d'emploi Castres-Mazamet date des années 1970. L'industrie textile s'est effondrée, l'industrie du délainage (traitement des peaux de mouton) qui avait fait – sans autoroute – la richesse et la réputation de Mazamet et de la vallée du Thoré a disparu totalement. La longue histoire de ce projet reflète l'évolution des politiques gouvernementales en matière d'infrastructures. Durant ces cinquante ans, l'État s'est progressivement désengagé de l'aménagement des territoires et a confié – par concessions – les grands travaux routiers aux entreprises privées. En même temps, le réseau ferroviaire a été démantelé, plusieurs lignes importantes ont été fermées (Castres était un nœud ferroviaire avec 700 cheminots). Ces choix structurels ont isolé le sud du Tarn. Les élu·es de la région et des deux départements (Tarn et Haute-Garonne) sont au départ favorables au doublement de

la nationale RN 126 (2x2 voies). Ils vont petit à petit se convertir au projet autoroutier actuel, en partie parce que le financement par le pouvoir central des projets régionaux se tarit.

Le faible niveau de financement des différents contrats de plan État-Région (CPER) n'a permis que 10 kilomètres d'aménagement routier en vingt ans. Dans la foulée de la privatisation des autoroutes décidée en 2006 par le gouvernement Villepin, Dominique Perben, alors ministre des Transports, valide le choix de la concession en 2007, pour accélérer les choses. Aucune étude sérieuse n'est menée pour évaluer les coûts et l'impact environnemental d'autres solutions alternatives.

Le lobbying du groupe pharmaceutique Pierre-Fabre, gros employeur du sud du Tarn, auprès de Chirac et des élu·es de tous bords a été constant. Il n'a jamais fait mystère de son activisme en faveur du projet. Le DG des laboratoires Pierre-Fabre, Éric Ducournau (ancien collaborateur de Dominique Perben) a récemment révélé l'investissement du groupe dans la société Tarn Sud Développement, actionnaire du concessionnaire de l'A69 Atosca. Le maire de Castres propose même de nommer l'A69 « autoroute Pierre-Fabre ». La macronie triomphante va trancher : Nicolas Hulot signe la déclaration d'utilité publique en 2018 ; Élisabeth Borne lance la procédure de mise en concession de l'autoroute ; Jean Castex, Premier ministre, dévoile le nom du concessionnaire en septembre 2021.

Le groupe français du BTP NGE remporte l'appel d'offres et crée l'entité Atosca, avec ses sociétés partenaires (exploitant de péage Ascendi, fonds Quaero Capital et TIIC). L'investissement est estimé à 389 millions d'euros, la part de financement public direct limité à 23 millions d'euros. En échange, le futur exploitant de l'autoroute obtient une concession d'une durée affolante de 55 ans.

Ce que l'on présente aujourd'hui comme un choix inéluctable est le résultat de choix politiques de privatisation et de désengagement des pouvoirs publics. Le choix d'une autoroute concédée à une société privée plutôt qu'un réaménagement public de la RN126 en est l'illustration.

Le paradoxe est que ce projet d'infrastructure routière intervient alors qu'aucun projet de territoire, aucun document local de planification ne l'intègre. Le promoteur et les défenseurs de l'A69 en ont senti l'urgence et lancé un comité de développement territorial (Codev) en novembre 2022, trois mois avant le début du chantier.

UN PROJET SOCIALEMENT INJUSTE DONT L'INTÉRÊT PUBLIC EST NÉGLIGEABLE

L'argument principal des soutiens de l'A69 est le gain de temps sur le trajet Castres-Toulouse, déclencheur magique du désenclavement. Au fil des jours, ce gain diminue : on parle de quinze minutes tandis qu'on l'évaluait, en 2002, à trente-cinq minutes. Ce gain

de temps a donc été manifestement sur-évalué, faussant l'analyse économique en raison du poids très important qu'on choisit de donner à ce facteur. Sans oublier la probable réduction de vitesse à 110 km/h sur les autoroutes.

Devant la commission d'enquête parlementaire, Julien Milanési, spécialiste des politiques publiques et de l'environnement, s'interroge: comment un gain de temps aussi réduit peut-il générer de si grands espoirs ? Quelles activités seront structurées par ces quelques minutes gagnées ?

Les réseaux autoroutiers ont développé les métropoles régionales au détriment des pays qui les entourent. La ville de Castres ne fera pas exception, elle a peu à gagner d'une autoroute la reliant à Toulouse, pôle fort de la région. Diminuer le temps de trajet entre deux villes augmente la concurrence entre leurs commerces et leurs activités de production, avec une prime pour la ville ayant le plus de diversité en matière d'offre commerciale. Une liaison autoroutière n'a pas d'effet inéluctable sur l'attractivité d'un territoire. Elle risque au contraire de renforcer le poids de la métropole, au détriment d'un développement local harmonieux, respectueux des populations et des écosystèmes.

L'autoroute accentuera les inégalités entre les habitant-es du territoire. Le prix du péage, élevé par rapport aux autres autoroutes autour de Toulouse sera hors de portée pour de nombreux habitant-es. La commission d'enquête évoque un aller-retour à 16,80 euros. Ce sont d'abord les cadres, les ingénieurs et les dirigeants d'entreprise à haut revenu qui profiteront de l'autoroute.

Ceux qui ne prendront pas l'autoroute ou effectueront des déplacements locaux verront leur temps de trajet augmenté à cause de la privatisation des 10 km de doubles voies existantes. Une forme de ré-enclavement !

UN PROJET TOTALEMENT À CONTRESENS

Ce projet autoroutier est à rebours de tous les engagements pour le climat et la biodiversité inscrits dans la loi française et dans les stratégies « bas carbone ». Pour le CNPN (Conseil national de la protection de la nature), il ne respecte pas les objectifs nationaux : lutte contre le changement climatique (le projet encourage l'usage de la voiture), zéro artificialisation nette et zéro perte nette de biodiversité.

Le CNPN ne considère pas les arguments

invoqués comme suffisants pour constituer une RIIPM (raison impérieuse d'intérêt public majeur) L'élargissement de l'infrastructure existante (RN126) constituerait probablement une solution de moindre impact plus acceptable.

L'autorité environnementale estime que le projet est anachronique au regard des enjeux actuels (sobriété, réduction des émissions GES, moindre pollution de l'air, arrêt de l'érosion de la biodiversité et de l'artificialisation du territoire).

Pour le climatologue Christophe Cassou, ce projet nous maintient dans une trajectoire où l'adaptation est plus complexe et pourrait devenir impossible. Le choix d'une infrastructure s'inscrit dans le temps long: il est un obstacle aux transformations immédiates, rapides et soutenues dans le temps, nécessaires pour respecter le cadre de l'Accord de Paris.

Au moment où, dans sa lettre au Premier ministre du 2 avril, le Haut Conseil pour le climat (HCC) s'inquiète du recul des ambitions françaises en matière d'environnement, l'accélération de la baisse des émissions est « *d'autant plus nécessaire* » que l'état de santé actuel de nos forêts, à la suite des impacts du changement climatique, limite fortement leur contribution au stockage du carbone dans la biomasse: « *Certains puits forestiers de métropole sont devenus émetteurs au cours de la dernière décennie* »¹.

En matière d'émission de CO₂, la création de nouvelles infrastructures autoroutières se fait au détriment de modes de transport plus vertueux, augmente la consommation énergétique des véhicules. Chaque tonne de CO₂ contribue à accroître le réchauffement. Et les mesures de compensation sont inefficaces. La

**LE 21 AVRIL APRÈS-MIDI
CONTRE L'A69
ET SON MONDE**

**GRANDE MANIFESTATION
À TOULOUSE**

LA VOIE EST LIBRE | CNPN | extinction rebellion | E.S.U. 31 | LA FRANCE INSOUVERAINE | ECOLO GISTES | NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

complexité des écosystèmes ne permet pas de reproduire à la demande l'ensemble de leurs interactions et de leurs fonctions. Les dommages sont immédiats et durables, les effets de la compensation sont différés dans le temps et impossibles à garantir à long terme. Les arbres centenaires qui ont symbolisé la lutte contre l'autoroute ne sont pas compensables. Lorsque Atosca prétend en planter cinq pour chaque arbre abattu, c'est une provocation sinistre.

Sur ce terrain, la région Occitanie a des efforts particuliers à faire : l'Agence régionale énergie et climat (AREC) évalue à 40 % les émissions dues au transport, contre 32 % à l'échelon national.

Les mécanismes de compensation permettent d'occulter l'artificialisation des sols, les enjeux fonciers et l'atteinte portée à la biodiversité. La future emprise de l'autoroute passe par des espaces agricoles, des espaces naturels protégés et labellisés et 14 hectares d'espaces forestiers. Elle traverse plusieurs zones humides, et une partie des champs d'expansion des crues des rivières Girou, Bernazobre et Agout, en zone inondable. La préfecture autorise une dérogation à la protection de 162 espèces animales et végétales.

Pour correspondre à l'objectif de lutte contre l'artificialisation des sols inscrit dans la loi Climat et résilience de 2021, Atosca prétend que seuls 100 hectares sont imperméabilisés. Mais les 243 hectares qu'ils veulent transformer en « dépendances vertes » vont perdre leur usage agricole et seront également artificialisés. La perte d'usage agricole d'une terre est définitive.

Le débat autour du diagnostic concernant les zones humides est d'une grande complexité technique. Au-delà du jugement sévère porté sur la société Biotope, par Jacques Thomas expert en pédologie et hydrologie, devant les parlementaires, c'est le maître d'ouvrage qui n'a pas garanti les moyens intellectuels et d'investigation suffisants pour effectuer des relevés pédologiques ou des mesures sur les transferts d'eau. Ces procédures sont longues, coûteuses. Une norme Afnor fixe la quantité de sondages à réaliser selon la superficie du terrain pour établir une cartographie suffisamment précise. Les 600 sondages menés par Biotope représentent 25 % seulement de l'effort requis par cette

norme et sont insuffisants.

Ces études nécessitent un degré d'expertise en pédologie. Si les équipes de Biotope disposent d'écologues, de naturalistes et de spécialistes des espèces protégées, elles ne disposent pas d'une culture de génie écologique en matière de fonctionnalité des écosystèmes (terrestres et au sol).

Enfin, un problème plus général en France affecte la sincérité des bureaux d'études. Le pétitionnaire sollicite les services d'un bureau d'études, le rémunère et in fine rédige et signe le rapport, ce qui a des conséquences sur le degré de dépendance. Au final, que ce soit en matière de diagnostic ou de mesures de compensation pour les zones humides le dossier d'Atosca est largement déficitaire. L'OFB (Office français de la biodiversité), le CNPN, l'Autorité environnementale, la DDT (Direction départementale des territoires), la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) et les syndicats de bassin ont déjà alerté Atosca et Biotope sur le caractère illusoire des mesures proposées.

Aux conséquences directes de la construction de l'autoroute s'ajoutent les effets nocifs des centrales à bitume et l'impact sur les gravières. Les besoins en bitume pour réaliser les 53 kilomètres de la future autoroute A69 sont colossaux : 500 000 tonnes de revêtement sont nécessaires.

Pour couvrir ces besoins, plusieurs centrales de fabrication d'enrobés doivent être implantées au long du tracé, entre Puy-laurens et Villeneuve-lès-Lavaur. Ces structures entraîneront l'émission de GES pendant leur construction et de particules fines pendant leur fonctionnement. Elles présentent un danger certain pour les habitant-es. L'étude d'impact met aussi en avant des risques d'infiltration des sols en cas d'écoulements accidentels et sur lesquels Atosca est resté discret.

La construction de l'autoroute nécessite 2,6 millions de tonnes de granulats. On en extrait 1,4 million de tonnes par an des gravières en Ariège. L'A69, ce sont deux années complètes d'extraction. Une situation alarmante pour les militant-es ariégeois-es : l'exploitation des gravières perturbe le cycle de l'eau par évaporation, pollution et baisse des nappes phréatiques.

Le sable et les granulats sont en voie d'épuisement à cause de leur surexploitation par le BTP. Il faut en réduire l'emploi et les réserver par exemple à l'entretien et à la construction de voies ferrées.

LE DIVORCE CONSOMMÉ ENTRE SCIENTIFIQUES ET POLITIQUES

Ce long conflit a accentué le divorce entre scientifiques et politiques. Parce qu'ils considèrent que l'autoroute A69 est « un projet auquel il faut savoir renoncer », 1 500 scientifiques, dont les auteurs du Giec Christophe Cassou et Valérie Masson-Delmotte, appellent à son retrait. Au cœur de la mobilisation des scientifiques, l'Atécopol (Atelier d'écologie politique) travaille et réfléchit aux multiples enjeux liés aux bouleversements écologiques. Leur implication pluridisciplinaire aux côtés des opposants à l'A69 est constante : conférences, interventions, rencontres avec les élu-e-s.

La rencontre le 11 octobre 2023 avec Carole Delga, présidente de la région Occitanie, leur a fait entrevoir le gouffre entre les données scientifiques et les décisions politiques. Christophe Cassou reconnaît avoir pris conscience de cette incompréhension profonde : « Nous avons compris que de manière délibérée et donc assumée, les faits scientifiques sont soit minorés soit tout simplement non pris en compte »².

Les politiques, jusque dans la commission d'enquête parlementaire, opposent aux avertissements des scientifiques leur légitimité électorale, dans « une logique dangereuse de confrontation avec la réalité scientifique ». Il déplore la persistance d'un puissant déni de la gravité de la situation chez les élu-e-s soutenant l'autoroute, une forme de « climato-cynisme » : « Les discours politiques sont de plus en plus verts, mais on voit avec l'A69 qu'ils s'effondrent quand vient le temps de la décision politique. »³

Le bilan est sans appel, pour un gain de temps négligeable, la construction de l'A69 va accumuler les dégâts environnementaux, artificialiser des centaines d'hectares, augmenter les risques pour la santé des riverains...

Contre ce scandale, les collectifs luttent depuis près de vingt ans. Après les débuts des travaux, la mobilisation s'est étendue, les modes d'action ont évolué face à la répression brutale. Rendez-vous le 21 avril à Toulouse pour accueillir le Cycloretour et à la manifestation de la saison 7 des Soulèvements de la terre le week-end des 8 et 9 juin. □

1) Lettre au Premier ministre.

2) Christophe Cassou : « Le projet de l'A69 est emblématique car il coche toutes les cases de "l'impossible bifurcation" », Libération, 13 octobre 2023.

3) Sébastien Billard, « A69, l'autoroute à contresens : "Une fracture est en train de se creuser entre scientifiques et politiques" », le Nouvel Obs, 26 octobre 2023.

L'Argentine au rendez-vous avec son histoire

PAR NICOLAS MENNA

Depuis l'arrivée du gouvernement ultralibéral et réactionnaire de Milei, les yeux de la gauche mondiale se sont tournés vers l'Argentine pour essayer de comprendre les phénomènes d'ascension des droites extrêmes en Amérique latine et dans le monde. Beaucoup a déjà été écrit sur sa nature néolibérale, autoritaire, antipopulaire et misogyne, ainsi que sur les possibles évolutions dans le contexte de la lutte des masses populaires et progressistes argentines. Cet article essaie de faire un bilan de la situation et d'identifier des pistes pour comprendre le rapport de forces engagé dans la lutte des classes en Argentine.

La crise de 2001 en Argentine s'est soldée par l'affirmation, pendant une quinzaine d'années, d'un projet dit progressiste: le secteur national-populaire de centre-gauche du péronisme s'est alors consolidé comme force dominante. Plus qu'un parti, celui-ci correspond davantage à un conglomérat de groupes, organisations et mouvements, tous unis sous le parapluie de leur adhésion à la figure de Perón et à ses stratégies de construction politique. D'une manière ou d'une autre, cela constitue encore aujourd'hui la forme (ou le refuge ?) d'organisation privilégiée par les masses populaires (y compris le prolétariat) en Argentine.

Cela ne signifie pas que la bourgeoisie, liée de manière indissociable aux intérêts impérialistes, ait accepté de s'orienter vers un modèle de développement basé sur l'investissement et le renforcement du marché interne, comme le proposaient les président-es Kirchner (Nestor et Cristina). À partir de 2012, confrontés à la stagnation économique, ces secteurs conservateurs ont commencé à regagner du terrain, jusqu'à la victoire en 2015 de la droite néolibérale de Mauricio Macri qui a entraîné une régression sociale sans parvenir pour autant à s'imposer durablement. Macri n'est pas réélu en 2019, et laisse la place, une fois de plus, à un

gouvernement péroniste, celui d'Alberto Fernandez, qui n'a pas réussi à inverser la pente ni à sortir de la crise économique.

UNE SITUATION D'IMPASSE OÙ LA CLASSE EST PERDANTE

Cette situation est représentative de l'impasse dans laquelle se trouve l'Argentine depuis 75 ans: aucun des deux projets politiques conflictuels n'a été capable de s'imposer pleinement face à l'autre, qu'il s'agisse du modèle agro-exportateur défendu par la droite ou de celui plus centré sur le développement du marché intérieur soutenu par le péronisme de centre-gauche. Comme il a été évoqué par Antonio Gramsci, cette polarisation et cet immobilisme des forces politiques a conduit à l'épuisement des deux secteurs et ouvert la voie à un troisième acteur, la droite ultralibérale et autoritaire de Javier Milei et des libertariens. Fondé sur l'élimination de l'intervention de l'État dans tous les domaines, à l'exception de sa composante répressive, le projet libertarien ne représente pas une nouveauté.

Celui-ci prône:

- Une forte dérégulation de l'économie, par l'élimination de tous les contrôles étatiques. Cela inclut la libéralisation des prix, y compris ceux des produits de première nécessité.
- Un équilibre fiscal obligatoire,

accompagné d'une réduction significative de la participation de l'État dans les domaines de la sécurité sociale (retraites, santé, éducation, recherche scientifique), et d'une diminution du nombre des travailleurs/ses au sein de ses structures.

- La dollarisation de l'économie, avec l'élimination du peso et la privatisation de la Banque centrale.
- La suppression de toutes les restrictions à l'exportation.

• Auxquels s'ajoutent toutes les mesures de privatisation et d'austérité budgétaire propres à l'État néolibéral.

Ce projet a été avant tout impulsé à travers le décret 70 (« Décret de nécessité et urgence », une sorte de 49.3 argentin). Dans son esprit, il correspond à une version radicale du programme d'austérité déjà défendu par les précédents gouvernements néolibéraux, ce qui a poussé certain-es à qualifier le phénomène Milei de « quatrième vague néolibérale » en Argentine. Cela souligne sa continuité avec la dictature de 1976-1983 et les gouvernements démocratiques de Menem et De la Rúa (Parti justicialiste – PJ – et Union civique radicale – UCR, de 1989 à 2001) ainsi que celui de Macri (Proposition



républicaine – PRO – de 2015 à 2019) qui l'ont précédé. L'originalité de ce gouvernement réside toutefois dans sa dimension autoritariste, c'est-à-dire dans son mépris pour les normes fondamentales de la démocratie libérale, instaurées en Argentine après la dictature, et sa décision d'abandonner radicalement tout rôle de protection sociale attribué à l'État. Cela a tout d'abord eu un impact sur les conditions de vie des masses populaires, par le démantèlement de tous les programmes de soutien et de développement, mais aussi sur les dotations des différentes provinces (régions autonomes), à travers la cessation de tout transfert économique et de collaboration avec elles, et cela afin de garantir le paiement de la dette extérieure et les bénéfices des multinationales.

Les premières mesures du gouvernement, introduites par le décret 70 et la « loi omnibus »¹, ont déjà causé d'énormes dommages à la population: une dévaluation de 120 %, une inflation à 70 % en trois mois, la suppression des programmes d'assistance sociale, l'ouverture des marchés à l'exportation, l'arrêt des investissements publics dans les infrastructures ainsi que la fermeture de nombreux organismes publics. Ces mesures ont entraîné des milliers de licenciements (150 000 rien que dans le secteur de la construction, 15 000 dans la fonction publique...) et la fermeture de nombreuses entreprises, provoquant un effet boule de neige sur l'activité économique. En ce moment, l'absence de prise en charge de l'épidémie de dengue qui fait des ravages dans le pays vient accentuer l'incapacité de l'État à garantir la protection de la population en matière de santé publique.

UN ETHOS NÉOLIBÉRAL ET AUTORITAIRE

Nous faisons clairement face à un gouvernement qui essaie de résoudre de manière définitive l'impasse historique de l'Argentine, en brisant toute capacité de résistance des masses populaires. Il est compréhensible, malgré ses faibles résultats, qu'il bénéficie encore des faveurs du grand capital (national et international), du FMI et des États-Unis, qui multiplient les déclarations de soutien. Ce qui

est plus difficile à comprendre c'est l'adhésion dont il bénéficie encore au sein des couches populaires (environ 53 %, selon les enquêtes). Cela pourrait être expliqué par de multiples facteurs :

- Le premier facteur est, sans aucun doute, la crise économique persistante qui, depuis 2012, n'a cessé de s'accroître. La stagnation de l'économie a augmenté le travail précaire; l'inflation a durement frappé les classes populaires et la pandémie n'a fait qu'exacerber les pénuries.

- Un autre facteur est le fait que le pouvoir péroniste sortant a montré une incapacité à résoudre les problèmes les plus urgents de la population. Il a également manifesté une volonté de gérer le système « tel qu'il est » (c'est-à-dire dans sa forme capitaliste et néolibérale), tout en intégrant des éléments progressistes, comme entre autres la lutte contre les VSS, qui se sont toutefois révélés insuffisants pour améliorer la condition de vie d'une grande majorité de la population.

- Enfin, un autre facteur est constitué par l'incapacité de la gauche (gouvernementale et « extraparlamentaire ») à s'adapter aux nouvelles réalités et par son échec à proposer des alternatives crédibles et désirables.

Dans ce contexte, une petite partie des secteurs populaires a perdu ses repères historiques, en s'éloignant du péronisme sans pour autant s'approcher de la gauche, et a basculé donc dans le projet libertarien.

RÉSISTANCES

L'incapacité du président Alberto Fernandez et de Sergio Massa, son ministre de l'Économie et candidat à sa succession, à gérer les problèmes économiques et sociaux, à contrôler l'inflation persistante et à restaurer le pouvoir d'achat des masses populaires, laissait en effet présager une défaite de Massa aux élections.

La réaction populaire face au gouvernement réactionnaire de Javier Milei a été, par contre, imprévisible (et elle le reste, d'une certaine manière). Il est difficile de savoir quelle capacité de mobilisation les masses populaires peuvent développer pour contrecarrer le gouvernement, d'autant plus que ce dernier a recouru à des mesures répressives et d'intimidation pour décourager toute résistance.

Cependant, plusieurs signaux positifs

existent et témoignent d'un état de mobilisation, sinon général, au moins de préparation à un changement significatif. Dès les premières actions du gouvernement, des contestations ont émergé, grâce aux mobilisations des personnes concernées par les réformes mais aussi à l'émergence d'organisations telles que les assemblées populaires de quartier, un moyen d'auto-organisation pour les habitants des grandes villes, notamment à Buenos Aires, ainsi que les mouvements sociaux des banlieues ou encore les comités d'usine... Dans cette perspective, la mobilisation populaire s'est imposée par son ampleur, en surprenant même ses organisateurs, ce qui pourrait préfigurer un cycle de luttes intenses dans les mois à venir.

PREMIÈRE GRÈVE GÉNÉRALE DU 24 JANVIER

Après deux mobilisations d'une ampleur inattendue les 20 et 27 décembre, les syndicats ont rompu leur inertie et ont organisé une première journée grève générale le 24 janvier. L'objectif était de faire pression sur l'Assemblée nationale pour qu'elle rejette le premier projet de « loi omnibus », un ensemble de mesures visant à accorder de larges pouvoirs à l'exécutif pour déréguler l'économie et imposer des réformes par décret, sans débat au Parlement – où le gouvernement de Milei est nettement minoritaire.

Même si la grève a été peu suivie, la mobilisation a été un succès remarquable, rassemblant plus d'un million de manifestant-es dans le pays et environ trois cents mille dans la capitale. Son intensité a créé les conditions nécessaires pour contraindre les marges de manœuvre de l'aile dialoguiste de l'opposition et pousser ainsi le gouvernement à reculer et à retirer son projet.

8 MARS, GRÈVE ET JOURNÉE DE RÉVOLTE FÉMINISTE

Face à un gouvernement réactionnaire qui n'a pas hésité à tenir des propos misogynes et antiféministes, et qui a même envisagé d'abroger la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, l'appel à la grève féministe mondiale du 8 mars a pris une importance particulière en Argentine. Les collectifs féministes ont dénoncé les attaques à l'égard des organismes luttant contre

la discrimination et le racisme et l'élimination des programmes de soutien aux femmes victimes de violences sexistes et sexuelles.

L'appel, visant à défendre les acquis et à lutter contre l'oppression des travailleuses, a rencontré un écho massif. La mobilisation a été à la hauteur de la situation, avec des centaines de milliers de femmes occupant la place du Congrès National et les rues avoisinantes, ainsi que de nombreuses manifestations dans tout le pays.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN ACTION

Dès ses premières mesures, le gouvernement a supprimé toute aide aux secteurs sociaux les plus démunis. Cela concerne les habitant·es des « villas miseria » (bidonvilles) et des quartiers populaires de banlieue, où l'organisation des soupes populaires est cruciale en tant que mécanisme de soutien social. En Argentine, l'État garantit l'accès à la nourriture tandis que le travail bénévole est normalement assuré par les « mouvements sociaux » : des organisations politiques, sociales et de chômeurs, souvent très divisées entre celles qui se réclament du péronisme, de la gauche ou du christianisme.

La situation actuelle a commencé à forcer une unité dans la lutte. Celle-ci a eu son baptême du feu le 18 mars, lors d'une journée marquée par plus de 500 blocages de rue et mobilisations pour dénoncer l'abandon de l'État dans un contexte où de plus en plus de personnes cherchent à recevoir de l'aide.

Le mouvement a été réprimé par la police qui a appliqué un « protocole antiblocage » anticonstitutionnel, dénoncé par les Nations unies. Malgré la répression, cette journée a marqué significativement l'entrée des organisations populaires dans la contestation contre le gouvernement de Milei.

LA JOURNÉE DU 24 MARS, LA MÉMOIRE SANS L'UNITÉ

Le 24 mars est une journée historique importante pour la société argentine, marquant chaque année une mobilisation contre la dictature, pour la démocratie, la justice et les droits humains. Cette année, l'événement était particulièrement significatif car, pour la première fois en 40 ans de démocratie en Argentine, un gouvernement qui revendique l'héritage de

la dictature est au pouvoir et cherche à détruire le consensus social construit par la lutte historique des organisations de défense des droits humains et des organisations sociales contre le terrorisme d'État. Il s'agit également d'une journée où l'on défend, certes de manière vague, un modèle de société démocratique et inclusif.

Comme on avait pu le prévoir, la manifestation a été massive, mobilisant des millions de personnes à travers le pays. Cette année, des syndicats péronistes, dont la puissante CGT, qui ne participent généralement pas à l'organisation du 24 mars, ont aussi pris part à l'événement.

Cette nouvelle configuration a malheureusement empêché la construction d'une manifestation unitaire ; comme toutes les années précédentes, celle-ci s'est en effet divisée en deux avec, d'un côté, certaines organisations de l'extrême gauche comme le PTS, ayant décidé de marcher séparément et, de l'autre côté, les autres composantes politiques, sociales et syndicales.

UNE SÉQUENCE DE DÉFAITES DU GOUVERNEMENT QUI CACHENT UNE VICTOIRE PARTIELLE

Bien que la mobilisation commence à se faire sentir, en poussant l'Assemblée à rejeter de nombreuses mesures anti-sociales, le gouvernement conserve néanmoins l'initiative grâce à différents outils institutionnels : le décret 70, le plus important, reste en grande partie en application jusqu'à son examen par l'Assemblée nationale. Pour l'instant, le gouvernement, qui a dû encaisser le rejet du décret par le Sénat, a réussi à retarder son examen. Il a également gagné du temps (et de l'initiative) en présentant à l'opposition un nouveau projet d'accord nommé Pacte de Mai, qui commence à être discuté (et approuvé sur le principe) par les provinces gouvernées par le PRO de Mauricio Macri.

Tant que le décret 70 continue d'être appliqué, même de manière partielle, le gouvernement de Milei conserve l'outil nécessaire pour poursuivre son projet de démantèlement de l'État et de destruction des acquis sociaux gagnés au cours d'un siècle de luttes. Il poursuit donc son offensive, sans montrer des signes d'affaiblissement : 15 000 licenciements ont déjà été annoncés parmi les employés de l'État avec la promesse d'atteindre les 70 000 tandis que de

nouvelles coupes dans les dépenses publiques et de nouvelles mesures antipopulaires se profilent.

LA CRISE DU PÉRONISME

La gestion désastreuse d'Alberto Fernandez et l'accumulation de ses échecs politiques a conduit certains observateurs à constater la perte de soutien au péronisme de la part d'une partie des classes populaires argentines. Si pour l'instant elles restent orphelines, elles constituent dès à présent l'objet d'un nouveau conflit hégémonique. Cette situation de vide politique profite actuellement à l'extrême droite, bien que ce changement ne soit pas encore définitif.

Ce qui est certain est l'état actuel de grande faiblesse du péronisme qui s'exprime par sa grande difficulté à réagir, dans un contexte d'attaques frontales contre les masses populaires qu'il prétend pourtant représenter. Désorienté, le « pan-péronisme », conçu comme l'agrégation de différents courants péronistes, vit aujourd'hui dans un état de crise sans issue apparente, au moins à court terme. De ce fait, il peine à influencer les conflits et est souvent dépassé par l'action autonome des bases sociales.

EN GUISE DE CONCLUSION, NÉCESSAIREMENT PARTIELLE

Dans ce contexte de crise du péronisme, certains secteurs de l'extrême gauche se réjouissent de voir la gauche prendre le devant dans certaines luttes, parfois même en tant que moteur de celles-ci. C'est peut-être une conclusion trop optimiste mais encourageante. Si on considère aussi que les Mouvements sociaux commencent à se mobiliser et à prendre du courage, que, sein des syndicats (y compris les structures bureaucratiques), on discute de la date de la prochaine grève générale, et que ce mois-ci les étudiants font leur rentrée, ces conditions permettent tout de même de nourrir un petit optimisme.

La gauche devra toutefois parcourir un long chemin dans la construction d'un rapport de forces favorable : unifier la classe contre Milei sera sa mission fondamentale. □

1) la « loi omnibus » est le nom donné aux 660 dispositions visant une réforme de l'économie, du commerce, de la culture et du pénal, proposé par Milei après son investiture, réduit à 300 articles après lecture par le parlement.

Yémen : de la guerre civile au soutien actif à Gaza

PAR ÉDOUARD SOULIER

Depuis le 7 octobre, se déclarant solidaires des Palestiniens, les rebelles Houthis du Yémen ont multiplié les attaques en mer Rouge contre des navires considérés comme liés à Israël. Ainsi, le 19 novembre, ils se sont emparés d'un navire marchand appartenant à un homme d'affaires israélien, le Galaxy Leader, avec ses vingt-cinq membres d'équipage.

Les Houthis ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils ne cesseraient ces attaques qu'avec la fin de la guerre israélienne contre les Palestiniennes dans la bande de Gaza. Entre le 18 novembre et le 13 janvier, plus de vingt-sept bateaux commerciaux naviguant dans le sud de la mer Rouge et dans le golfe d'Aden ont été attaqués. Face à cette situation, Washington a mis en place début décembre une force navale multinationale pour protéger les navires marchands en mer Rouge, par laquelle transite 12 % du commerce mondial. L'objectif principal est de garantir l'un des couloirs maritimes les plus essentiels pour le commerce international. Quelques jours plus tard, les États-Unis et le Royaume-Uni ont mené une nouvelle série de frappes aériennes contre les Houthis. En outre, Washington a imposé des sanctions visant les circuits de financement des Houthis, en ciblant plusieurs personnes et entités au Yémen et en Turquie. Tout au long du mois de janvier et au début du mois de février, les forces militaires américaines et britanniques ont lancé de nouvelles attaques. Malgré ces frappes, les Houthis ont poursuivi leurs attaques en mer Rouge et dans le golfe d'Aden contre des navires liés à Israël en solidarité avec Gaza, et ont déclaré qu'ils ne s'arrêteraient pas avant la fin de la guerre. L'impact sur le commerce mondial est extrêmement significatif, déroutant le trafic par le sud de l'Afrique, augmentant les délais et

les coûts, créant ainsi un manque à gagner significatif pour l'Égypte et le canal de Suez.

Les États-Unis et l'Angleterre bombardent donc à nouveau ce pays de trente millions d'habitants du sud de la péninsule arabique, après avoir soutenu militairement une coalition comprenant l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis contre la rébellion houthiste. Cette « guerre civile » a fait en dix ans plusieurs centaines de milliers de morts et réintroduit des épisodes de famine aiguë dans certaines régions de ce pays. Pourtant, la situation et la ligne de front s'étaient stabilisées avec une victoire houthiste sur la moitié du pays depuis début 2023.

LE YÉMEN, UNE HISTOIRE COLONIALE

La situation au Yémen est assez compliquée à suivre car elle puise ses racines dans la division coloniale de ce pays, les hétérogénéités religieuses, ethniques et politiques, et l'ingérence de voisins comme l'Arabie Saoudite. L'histoire coloniale a été structurante pour déterminer la configuration politique, économique et religieuse de la région. Le Yémen est historiquement un regroupement de deux Yémen : le Nord et le Sud. Au sud Yémen, colonie britannique depuis 1864, le port d'Aden était considéré comme un atout stratégique vital pour l'Empire britannique. Tandis que le nord du Yémen actuel, qui faisait autrefois partie de l'Empire ottoman, a été gouverné par une famille royale locale après 1918. La

réunification a eu lieu en 1990, mais le pays reste profondément divisé.

Vu le passif avec le Royaume-Uni, reprendre les bombardements sur le Yémen a quelque chose de nostalgique. En effet, les habitants du Yémen ont été bombardés par les Britanniques pendant près d'un siècle. Dans les années 1920, la doctrine militaire évolue, et l'aviation commence à remplacer l'utilisation des troupes dans l'ensemble de l'Empire britannique au Moyen-Orient. Ainsi, les villages et les tribus qui refusaient d'obéir à leurs maîtres coloniaux étaient bombardés pour obtenir leur soumission. Cette méthode, beaucoup moins coûteuse que l'utilisation de troupes, n'entraîne pratiquement aucune perte militaire pour les Britanniques.

En outre, les Britanniques ne se sont pas contentés de bombarder des cibles dans le sud du Yémen, ils ont régulièrement bombardé le Nord, partout où leurs intérêts étaient en jeu. En 1928, par exemple, l'aviation anglaise attaque des cibles des deux côtés de la frontière des deux Yémen : elle largue près de 70 tonnes de bombes, 1200 engins incendiaires et tire 33 000 obus de mitrailleuses, dont la plupart visent des villes et des villages, tuant des dizaines de personnes. En mars 1934, pendant une semaine, la tribu des Queteibis a été punie par les attaques de l'aviation anglaise, qui cette fois largue plus de 28 tonnes de bombes sur les villages habités, avec une moyenne de 166 bombes par heure

visant des personnes totalement sans défense. Cette méthode de répression coloniale s'est poursuivie dans les années 1950 et 1960 dans l'indifférence quasi générale.

Pourtant, dans les années cinquante, les Britanniques sont confrontés à un puissant mouvement syndical dirigé par l'Aden Trade Union Congress et le Parti Socialiste du Peuple. Malgré les grèves générales, une grève de quarante-huit jours dans les docks à Aden, une série de manifestations et de protestations, les Britanniques sont déterminés à tenir bon. Les rebelles vont donc se tourner vers l'insurrection armée et la guérilla dans les montagnes. Au cours des années soixante, un mouvement de guérilla nationaliste se développe, qui confronte les Britanniques à une insurrection dans les montagnes de Radfan (au Sud-Est). Une fois de plus, il faut bombarder pour vaincre le Front national de libération (FLN) nouvellement créé. En mai et juin 1964, des bombardements sur les positions rebelles brisent l'insurrection Radfane. Mais le FLN étend son influence: lors de l'année 64, une guérilla éclate dans le port d'Aden et le mouvement de résistance s'étend alors à une grande partie du reste du Yémen sud. À ce moment-là, le Yémen nord est contrôlé par un mouvement nationaliste laïc qui a pris le pouvoir et créé la République arabe du Yémen. Cette république arabe soutient les rebelles du Sud contre l'entité coloniale. Les Britanniques réagissent en déclenchant une répression brutale dans les rues d'Aden, avec notamment la mise en place d'un centre d'interrogatoire connu sous le nom charmant "d'usine à ongles". La torture, les passages à tabac et les exécutions sommaires étaient devenus tellement monnaie courante qu'une vague d'indignation internationale a vu le jour. En parallèle, de l'autre côté de la frontière, dans la République arabe du Yémen, les Britanniques, les Saoudiens et les Israéliens soutiennent une révolte islamiste contre le gouvernement nationaliste laïc. Des mercenaires britanniques – les anciennes forces spéciales du SAS – aident à former les groupes islamistes et se battent parfois à leurs côtés. Les Israéliens ont fourni des armes à ces rebelles et les Saoudiens ont tout payé. Cette période marque le début d'une longue ingérence de ces pays dans les affaires politiques

et militaires du Yémen. Au bout du compte, le niveau de résistance a clairement montré que la position britannique au Yémen du Sud n'était plus tenable, le coût du maintien à Aden étant tout simplement trop élevé. Les Britanniques ont donc été contraints d'évacuer la ville à la fin du mois de novembre 1967. Le Sud Yémen devient par la suite la République populaire du Yémen, proche de l'URSS.

DE LA RÉUNIFICATION À LA RÉVOLUTION DE 2011 : NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT HOUTHI

La réunification des deux Yémen, en 1991, n'a cependant pas réellement permis de rassembler le pays. Et finalement, le pouvoir passe entièrement dans les mains du Yemen Nord et de son dictateur Saleh. Originaire du Nord, il était réputé pour jouer sur les divisions nombreuses au sein de la société yéménite afin de se maintenir au pouvoir. La chute du mur et le réalignement vis-à-vis des puissances impérialistes ont eu une importance capitale sur la politique yéménite.

Les Houthis - du nom de leur ancien dirigeant Husayn al-Houthi, tué en 2004 - est une organisation militaire et politique qui est née au début des années 2000 en représentation de la minorité zaydite du Yémen. Son développement a été favorisé par la montée de nouveaux courants religieux au sein de l'Islam sunnite, et en particulier par l'émergence du salafisme, courant conservateur promu de manière agressive par les autorités saoudiennes. C'est d'abord dans le but de concurrencer la popularité des prédicateurs salafistes que les membres de la famille Houthi ont organisé un mouvement religieux de jeunes dans les années 1990, marqué par le dénigrement des coutumes et des croyances zaydites, qualifiées de « non islamiques ». Mais la politique du mouvement houthi est complexe: leurs idées religieuses sont issues de la branche zaydite de l'Islam chiite, présente au Yémen depuis la fin du IXe siècle. À bien des égards, les pratiques religieuses et les croyances des zaydites du Yémen sont très semblables à celles des Musulmans sunnites, qui forment une légère majorité de la population yéménite. Les deux groupes religieux coexistent au Yémen depuis des siècles, utilisant les mêmes mosquées pour la prière.

La « Jeunesse croyante » a organisé des camps d'été combinant des conférences religieuses et des activités sportives, attirant des milliers d'adolescents et de jeunes hommes. Le renouveau des croyances religieuses zaydites a eu lieu dans un contexte marqué par des contradictions sociales croissantes dans une région du Yémen qui était relativement isolée jusqu'au début des années 1980. Par exemple, jusqu'à la construction de la première route goudronnée en 1979, la ville de Saada (lieu historique du Houthisme située dans le nord du Yémen) se trouvait à dix heures de route de la capitale Sanaa.

Initié par la famille Houthi, le mouvement s'est transformé en un groupe d'insurgés armés, engagés dans une confrontation avec l'État. Au début des années 2000, la « guerre contre le terrorisme » menée par le gouvernement américain a fourni aux dictateurs comme Saleh de nombreuses occasions d'acquérir de nouvelles armes et d'habiller leurs sales guerres et leur répression interne en croisade mondiale contre les « terroristes islamistes ». Pendant ce temps, de nombreux/ses Yéménites étaient horrifiés de voir les bombes américaines pleuvoir sur l'Afghanistan et l'Irak, et scandalisés par le soutien des États-Unis aux attaques israéliennes contre les Palestiniens. En 2004, lorsque Husayn al-Houthi commence à canaliser une partie de cette colère dans des sermons et des discours, Saleh réagit en envoyant des troupes à Saada, déclenchant alors une rébellion armée qui s'est poursuivie durant les sept années suivantes. Le mouvement houthi s'est également appuyé sur des griefs économiques pour se constituer une base, en ralliant des soutiens derrière des accusations de corruption bien fondées à l'encontre de Saleh et de son régime. De fait, l'alliance de Saleh avec les États-Unis a joué un rôle crucial dans la transformation de ce mouvement apolitique de renouveau religieux.

En 2011, le régime de Saleh vacille. L'insurrection des Houthis a joué un rôle dans cette situation, mais elle n'est qu'un élément d'un tableau beaucoup plus large de mécontentement



Lancement d'un missile à partir d'un navire de la marine américaine, avant les frappes aériennes de 2024, au Yémen. © U.S. Navy / domaine public.



croissant. Dans l'ensemble du Yémen, au Nord comme au Sud, la majorité de la population est confrontée à une aggravation de la pauvreté. Les communautés rurales sont touchées par l'effondrement de l'agriculture, tandis que les travailleurs urbains luttent pour joindre les deux bouts face à la hausse des prix. La révolution de 2011 a été une lutte pour la dignité contre une élite autocratique: elle a rassemblé les populations rurales et urbaines dans un mouvement de masse pour le changement. Mais les espoirs de dignité et de justice ne se sont pas concrétisés. Les Yéménites se sont doté-es d'un nouveau gouvernement qui, soutenu par l'Occident et l'Arabie saoudite, est rapidement devenu très impopulaire, même s'il s'était débarrassé de Saleh. Suite à l'échec de la révolution de 2011, le pays restait divisé et la rébellion Houthis contredisait les plans initiés par les Occidentaux et l'Arabie Saoudite. La guerre civile Yéménite commençait.

LA GUERRE CIVILE

D'un côté, les dirigeants du mouvement houthis se sont alliés à leur ancien ennemi, Saleh, qui bénéficiait encore d'un grand soutien au sein de l'armée. Malgré leurs revendications radicales de lutte contre l'injustice, ils étaient heureux de conclure un accord avec l'ancien dictateur. Leur objectif: lancer une attaque militaire contre le gouvernement soutenu par l'Arabie saoudite à la fin de l'année 2014.

La coalition Saoudienne s'est d'abord tournée vers sa puissance aérienne – fournie et soutenue par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France – pour pilonner les infrastructures civiles, massacrer les personnes en deuil lors des funérailles et les invité-es lors des mariages. Le prix payé par les civil-es Yéménites fut extrêmement élevé: les Nations Unies estiment qu'entre 2015 et 2021, la guerre a tué 377 000 personnes, dont au moins 150 000 sont mortes des suites directes du conflit armé. Les armes fabriquées et fournies par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France sont responsables d'une grande partie de ces destructions.

Cela n'a pourtant pas permis de déloger les Houthis de la capitale yéménite, Sanaa, dont ils avaient pris le contrôle

en 2015. L'alliance des Houthis avec Saleh n'était pas un accident, mais elle a mis en évidence le fait que la vision du mouvement en matière de changement se limitait à un processus du haut vers le bas, consistant à remplacer une élite par une autre.

De leur côté, les généraux saoudiens et émiratis se sont alors tournés vers leurs alliés soudanais pour fournir les troupes manquantes. En 2016, jusqu'à 40 000 soldats soudanais combattaient au Yémen, recrutés comme mercenaires dans des régions telles que le Darfour, dans l'ouest du Soudan, grâce à un mélange d'intimidation et de coercition économique. Le président « officiel » yéménite a passé la majeure partie de la guerre en exil en Arabie saoudite, tandis que ses protecteurs saoudiens rivalisaient avec leurs alliés émiratis pour exercer une influence sur l'ensemble fracturé des milices progouvernementales, qui dominaient les zones échappant au contrôle des Houthis. Ainsi, les Émirats Arabes Unis ont soutenu Aydarous al-Zubaidi, un puissant dirigeant du Mouvement sudiste qui milite depuis 2007 pour la sécession du sud du Yémen par rapport au nord. Al-Zubaidi a pris le contrôle d'Aden en 2017, accentuant encore les divisions au sein de la société yéménite. La division entre leurs opposants a certainement aidé les Houthis à survivre, mais ce n'est pas tout. La plus grande erreur commise par les responsables saoudiens et émiratis a peut-être été de croire leur propagande selon laquelle les Houthis n'étaient que des marionnettes de l'Iran. En fait, les dirigeants du mouvement ont mobilisé de profonds griefs religieux et sociaux derrière leurs campagnes militaires, en s'appuyant sur une décennie

d'expérience de contestation de l'État yéménite avant leur prise du pouvoir en 2015.

Cela dit, le mouvement Houthis n'est pas réellement en mesure d'aider les populations. Les actions contre Israël témoignent du soutien de la société yéménite au peuple palestinien, mais il est clair que le régime houthiste s'en sert pour masquer la perte de légitimité et la colère des populations dans les zones qu'il contrôle. Régulièrement accusé d'être un pantin de l'Iran, il a pourtant sa propre dynamique: la déstabilisation de la zone maritime en soutien à Gaza est de sa propre initiative et, même s'ils reçoivent des équipements du régime iranien, les Houthis ont montré qu'ils étaient capables de déployer leurs propres moyens militaires.

Sans se faire d'illusion sur ce régime qui allie un anti-impérialisme anti-américain à une détestation très antisémite d'Israël, il reste néanmoins que l'action de la coalition validée par l'ONU sous l'égide des États-Unis pour bombardier - encore - ce pays est inadmissible. Les alternatives proposées par les puissances occidentales sont inacceptables pour les Yéménites, qui doivent pouvoir vivre en paix sans ingérence étrangère, sans bombardement et sans guerre civile.

La révolution de 2011 a montré une autre voie possible - démocratique, inclusive et libératrice. Elle a montré aussi que les puissances locales (Arabie Saoudite, Émirats) et occidentales (États-Unis, Royaume-Uni et France en tête) n'ont aucun intérêt à l'émancipation des peuples, et ce même au prix de l'une des plus horribles guerres civiles de ce début de siècle. □

Évolution statutaire de la Guyane : une étape décisive de franchise

PAR ADRIEN GUILLEAU

Ce samedi 13 avril, le congrès des élus, réuni pour la quatrième fois en moins de deux ans, vient d'adopter, à une courte majorité, l'ultime résolution du projet d'évolution statutaire, relative à la représentativité des autochtones dans les futures institutions du territoire. Cette adoption qui tant sur le fond que la forme revêt une importance historique, s'est faite dans la douleur après la visite destructrice de Macron il y a seulement deux semaines.

Difficile de savoir à l'avance ce qui motivait la visite éclair du Président français en Guyane les 25 et 26 mars dernier. Macron ne s'était rendu sur le territoire guyanais qu'une seule fois, 6 mois après son élection, pour venir renier les engagements de l'état sur les Accords de Guyane en précisant qu'il n'était pas le Père Noël avec tout le mépris qui le caractérise.

UNE VISITE PRÉSIDENTIELLE POUR CASSER L'UNITÉ POLITIQUE

Fin février 2024, suite à l'annonce de Darmanin faisant état d'un accord trouvé pour l'évolution statutaire de la Corse, le Président de la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG), Gabriel Serville avait dénoncé le deux poids, deux mesures de l'État qui bloque le processus d'évolution statutaire

engagé depuis 2017 et qui accède à la demande des Corses. Serville avait alors menacé de ne pas assister à la visite présidentielle si celui-ci ne débloquent pas l'évolution statutaire réclamé à l'unanimité des élus guyanais.

Profitant de cette brèche, les deux députés guyanais (Jean Victor Castor et Davy Rimane) ont exigé que le Président français vienne répondre aux questions relatives à l'évolution statutaire devant le congrès des élus guyanais et non lors d'un repas informel comme cela avait été annoncé. La tergiversation de Serville et d'autres élus pour rester sur la position des députés rendait

possible l'émergence d'une importante crise politique avec l'État français.

Malheureusement, le constat fut tout autre. Serville s'est précipité en courbette devant Macron l'accueillant dès la descente de son avion. Seuls les deux députés ont refusé de participer à la mascarade présidentielle. Pire, les élus ont acquiescé les prérogatives de Macron données pendant le repas informel du 25 mars, leur demandant de renier le consensus sur l'évolution statutaire et de formuler des propositions dans le cadre de l'article 73 de la constitution dont dépend actuellement la Guyane. Un reniement majeur qui aurait pu mettre fin à la parenthèse décoloniale ouverte en 2017. Pour finir, Macron est partie se pavaner à Belem en compagnie de Lula et du chef autochtone Roani accompagné entre autres de Serville et du Président de l'association des maires de Guyane, Michel Ange Jérémie qui semblait jusque-là plutôt proche des positions du MDES.

Cette visite éclair aura donc eu l'effet d'un cyclone brisant l'unité du champ politique guyanais si difficilement acquis depuis 2017.



Congrès des Élus relatif à l'évolution statutaire de la Guyane consacré au vote unique à la résolution de la représentation des peuples autochtones. © Facebook de Jean-Victor Castor

UN QUATRIÈME CONGRÈS DES ÉLUS POUR ACHEVER LE PROJET D'ÉVOLUTION STATUTAIRE

Depuis 2020, le congrès des élus de Guyane a acté à l'unanimité une demande d'évolution statutaire vers un statut *sui generis* à l'image de la Kanaky. Depuis 2022, le congrès réunissant tous les maires, les conseillers territoriaux et les parlementaires s'est réuni à trois reprises pour finaliser le projet d'évolution statutaire qui devrait être soumis à la population. Un dernier point épineux restait à régler, celui de la représentativité des autochtones au sein des futures institutions. C'était l'objet de ce quatrième congrès programmé pour le 13 avril 2024.

Suite à la visite présidentielle, le Président de l'association des maires a tenté en vain de dynamiser ce congrès, rappelant les engagements pris auprès de Macron qui devait selon lui rendre inutile la poursuite du travail sur l'évolution statutaire ! De leur côté, les députés ont habilement appelé les élus à une réunion de travail en amont du congrès afin de recoller les morceaux et d'obtenir une majorité au congrès.

C'est dans ce contexte que s'est ouvert ce quatrième congrès, avec des élus guyanais plus divisés que jamais et cela pour traiter le sujet non consensuel de la représentativité autochtone.

UNE INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DES AUTOCHTONES DÉCISIONNAIRE ET AUTONOME

C'est devant les représentants coutumiers des six « nations » autochtones que Christophe Pierre, leader des Jeunesses Autochtones, a présenté le projet issu d'un consensus des communautés amérindiennes marquant « une forme de réparation liée aux violences historiques ». Le projet d'une Assemblée des Hautes Autorités Amérindiennes de Guyane, comme instance indépendante ayant la possibilité d'émettre des avis conformes sur les « lois péyi » a fait l'objet de longs débats et d'attaques en tout genre de la part de l'opposition. Après 5 heures de tensions, d'invectives, mais également de prises de positions courageuses, notamment du député Castor, le projet a été adopté à une courte majorité de 30 voix pour, 27 contre et 5 abstentions.

Ce vote a été accueilli sous les applaudissements des représentants autochtones. Pour Christophe Pierre « aujourd'hui c'est une journée historique, les masques sont tombés. On a vu qui ne voulait pas reconnaître notre existence, ne voulait pas reconnaître nos terres, ne voulait pas nous donner la voix que l'on mérite d'avoir. Mais on a vu aussi qui nous a soutenus ».

L'adoption de cette résolution est importante dans le processus d'évolution statutaire. D'une part, il permet enfin aux communautés autochtones de se reconnaître dans ce processus et d'y adhérer. C'est un changement radical d'orientation, alors que l'état colonial cherchait absolument à opposer les différentes communautés guyanaise vis à vis de ce projet. D'autre part, cette adoption fait partie intégrante d'un processus de réconciliation entre les diverses populations Guyanaises, condition essentielle pour permettre au peuple guyanais unis dans sa diversité, de cheminer vers l'autodétermination.

MACRON MIS EN ÉCHEC, LA GUYANE AU BORD DE L'EXPLOSION

La finalisation du projet d'évolution statutaire est une étape décisive dans le processus entamé en 2017. Ce projet va pouvoir être soumis au gouvernement français afin que celui-ci convoque les guyanais à un référendum. La finalisation de ce projet marque également l'échec de la stratégie de Macron qui voulait bloquer le processus de l'intérieur.

Cependant, il est évident que l'État regorge encore de nombreux subterfuges afin d'éviter que la consultation populaire soit organisée, ou pour éviter que la Guyane prenne son autonomie. La facilité avec laquelle Macron a réussi à entraîner les élus vers un reniement de leur position est particulièrement inquiétante. Les masques sont tombés durant cette séquence politique et les élections municipales de 2026 auront un enjeu stratégique particulier.

Il est impossible de savoir comment les choses vont évoluer, la Guyane étant au bord de l'implosion depuis plusieurs mois. L'émergence d'un mouvement comme celui de 2017 pourrait bien contraindre l'État d'accéder rapidement aux demandes des élus et la population. Le meurtre, sur le parking d'un supermarché, d'une pharmacienne de Saint Laurent le 8 avril dernier a mis la capitale de l'ouest guyanais en ébullition. Plus de 1 000 personnes se sont mobilisées (ce qui est exceptionnel) puis ont forcé l'entrée de la sous-préfecture de Saint Laurent avant de l'envahir en criant « justice ». D'autres marches sont prévues contre la violence qui gangrène la société guyanaise en proie au sous-développement économique et au crime organisé gravitant autour de la drogue et de l'orpaillage illégale. Il n'est pas à exclure qu'un nouveau sursaut de la Guyane se produise, alors que l'État souhaite l'apaisement avant le vol inaugural d'Ariane 6 prévu fin juin. □



Les trois principaux accès à Saint-Laurent du Maroni ont été bloqués mardi 16 avril 2024. © S.Z.

Européennes : regrouper la gauche de combat, clarifier la gauche de rupture

PAR MANU BICHINDARITZ

Dans quelques semaines, les élections européennes constitueront un véritable crash-test. Fragilités du pouvoir macroniste, divisions dans la gauche et tentatives de reconstitution d'un barycentre social-libéral, et avant tout poussée continue des extrêmes droites... Seule la radicalité peut aider à dénouer une situation dont l'issue est pleine de dangers.

Sondage après sondage, le Rassemblement national mené par Jordan Bardella prend la confiance. Il faut dire qu'en juin, l'extrême droite devrait réaliser son meilleur score, toutes élections confondues, depuis l'instauration de la 5^e République.

LA DANGEREUSE DYNAMIQUE DES FRUITS POURRIS DU SYSTÈME

Largement en tête entre 30 et 33 %, le bloc raciste et autoritaire qu'il compose avec l'appui de Reconquête de Zemmour tutoie les 40 %. « *Je voudrais m'adresser, aujourd'hui, à ceux des Français qui ont cru pendant longtemps être préservés du délitement de la France. À cette France qui avait, jusqu'à présent, le sentiment d'aller bien [...] On ne changera pas la situation du pays avec des votes d'habitude, on ne redressera pas la France en votant pour les mêmes toujours* »¹. Le RN lisse son image, attaque « l'immigration de masse » et tape sur « l'écologie punitive », posant à l'alternative en vue de 2027. Pourtant ses députés ne font pas grand-chose – ni dans leurs activités parlementaires à l'assemblée nationale, ni même ses 18 eurodéputés – mis à part quelques déclarations en réponse à des faits divers pour entretenir les paniques islamophobes et sécuritaires, l'extrême droite cherche aujourd'hui à élargir sa base en vue d'obtenir une respectabilité qui lui ouvre les portes du pouvoir. Elle veut aujourd'hui directement s'adresser à « *ces élites qui découvrent que nous faisons le bon diagnostic et parfois que nous avons les bonnes mesures, mais qui n'osent peut-être pas encore franchir le pas* », leur disant : « *libérez-vous du conformisme, du prêt-à-penser, rejoignez-nous et osez le réflexe patriote* »... Elle entend ainsi

profiter des fruits pourris de la politique du gouvernement.

La stratégie macroniste cherche à ramener la séquence politique à celle d'un choix unique, présenté comme fondamental, entre la politique du pouvoir et l'extrême droite... Et celle-ci a pleinement profité à cette dernière. Cependant, la combinaison de l'empilement des contre-réformes anti-sociales depuis l'arrivée au pouvoir de Macron (dont l'épisode de la contre-réforme des retraites en 2023) et le recyclage des idées et discours de l'extrême-droite (par exemple la loi Darmanin, promulguée le 26 janvier dernier « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration »), tout cela n'a eu d'autres effets que d'apporter une forme de crédibilité au RN. Avec l'arrivée d'Attal à Matignon, Macron rêvait d'un challenger de Bardella, boxant dans la même catégorie (incarnation des valeurs d'une droite rigoriste « à la papa » allié à la jeunesse « porteuse d'avenir »). Mais ce n'est pas ce qui a changé la donne, bien au contraire. Aussi, logiquement, pour la tête de liste de Renaissance, Valérie Hayer, les signaux sont plus qu'inquiétants. Dans plusieurs catégories électorales, qui étaient des réservoirs des voix macronistes, sa liste serait devancée par celle du RN : chez les retraités (21 % contre 25 %) ou chez les CSP + (19 % contre 24 %)... Quant à LR, ils n'arrivent plus à trouver d'espace politique entre les mesures ultra-agressives du pouvoir et la logorrhée d'extrême-droite.

VERS LE RETOUR DE LA GAUCHE GESTIONNAIRE ?

« *Cette campagne va permettre de trancher les lignes à gauche sur la question de la géopolitique de l'Europe, du rapport aux dictatures, du rapport aux*

droits humains, du rapport à la violence »². C'est ainsi qu'il y a quelques semaines, Raphaël Glucksmann, qui conduit la liste de son petit groupe Place publique et surtout du PS, posait clairement les enjeux de l'élection. Plus personne dans la gauche institutionnelle ne cache sa volonté de redisputer les rapports de forces qui avaient été figés dans la NUPES après le premier tour des élections présidentielles de 2022, en préparation de celles de 2027. Voilà des calculs de boutiquiers qui sont dramatiques, au vu de la situation de notre camp social, des menaces guerrières à l'échelle internationale et de la percée impétueuse de l'extrême droite. S'appuyant sur le rabibochage d'un Parti socialiste, pourtant profondément fracturé depuis les dernières législatives, son projet est bien celui de reconstruire une gauche présentée comme « responsable », candidate sérieuse à l'alternance électorale pour gérer le système. « *Très vite reconstituer une grande famille politique* » sociale-démocrate au lendemain des élections, c'est Hollande³, fervent soutien de Glucksmann qui le dit : si cette liste fait un score conséquent au soir du 9 juin, « *ce serait une victoire, toute relative, mais n'empêche – et donc devenir la première formation à gauche, à ce moment-là, une recomposition est possible* »...

Glucksmann est pour l'instant surtout porté par une petite dynamique de « vote utile » à gauche, en grande partie portée par les principales catégories sociales qui





vont voter aux européennes (retraités, cadres): trouver un bulletin qui permette d'exister contre Macron et l'extrême droite... comme l'avait été la candidature présidentielle de Mélenchon en 2022, mais avec un autre profil et regroupant des catégories sociales plus large (jeunes, employés, etc.). Il n'empêche que le risque d'une remise sur pied de cette gauche gestionnaire, d'une prise de leadership qui écarte durablement la radicalité affichée de la LFI, est réel.

L'entrée en campagne de la liste d'Union populaire conduite par Manon Aubry, n'a pas à cette étape changé la donne. Les premiers meetings sont bien remplis, et visiblement enthousiasmés par un profil relativement offensif et qui laisse la place à la solidarité avec la Palestine via la candidature de Rima Hassan⁴. S'il ne fait aucun doute que les désaccords que nous avons pu avoir lors des discussions avec LFI il y a quelques semaines sont toujours là – et qui se sont en particulier cristallisés autour de la solidarité avec les forces progressistes en Ukraine. Nous pouvons partager la singularité d'une liste dont le programme⁵ affirme dès ses premières lignes sa volonté d'envoyer des éluEs au parlement européen pour « mener des combats concrets, pas pour faire fonctionner le système des eurocrates ». « L'urgence sociale nous oblige à construire un programme de rupture: garantir l'accès aux besoins essentiels, à un revenu digne, défendre nos droits fondamentaux contre les libéraux et l'extrême droite, rendre le pouvoir au peuple, faire payer les riches, ceux qui polluent et qui se gavent, planifier la bifurcation écologique », et pour cela, « ne pas hésiter à recourir aux rapports de forces et à la désobéissance ».

Des mots qui auraient sans nul doute pris un contenu plus clair si LFI avait comme politique de regrouper la gauche de combat, celle qui n'a pas renoncé à changer la société, en tirant tous les enseignements de l'échec de la NUPES, dont une des tristes conséquences est d'avoir temporairement servi de béquille à un PS exsangue pour reprendre des forces sans changer d'un iota le fond de son orientation. On s'interrogera aussi sur la volonté affichée par la direction de LFI de « nationaliser » cette élection, d'en faire un véritable tour de chauffe de l'élection présidentielle visant à préparer l'après Macron, ce qui risque fort de produire en retour une forte démobilisation, voire

une démotivation certaine des secteurs militants, à la l'annonce des résultats.

MALGRÉ TOUT, CONTRIBUER AU RASSEMBLEMENT DES FORCES DE RUPTURE

Traditionnellement, les scrutins européens ne passionnent pas les foules, et là encore, les sondages donnent des indications allant en ce sens: seuls moins de 45% des interrogé-es disent par exemple qu'ils iront voter, avec une participation d'à peine un quart pour les plus jeunes à 70% pour les plus âgés... Mais dans la conjoncture que nous connaissons, avec des urnes qui pourraient traduire des rapports de forces très mauvais pour réarmer politiquement notre classe, les résultats de ces élections peuvent donc laisser durablement des traces sur le terrain des luttes ou de la reconstruction d'un projet d'émancipation.

À gauche, il est donc important de consolider une orientation de rupture, même partielle au niveau des mesures affichées, même portée par une stratégie réformiste fusse-t-elle conséquente. Nous en avons besoin d'abord pour combattre l'extrême droite, car le développement de celle-ci peut se traduire par une polarisation du champ politique permettant à une perspective progressive de se reconstruire et dans laquelle une gauche révolutionnaire, qui conjugue radicalité et unité, peut jouer un rôle. C'est aussi nécessaire dans le débat actuel à gauche, car la politique ayant horreur du vide, le recul d'une opposition radicale au gouvernement telle que peut l'incarner actuellement dans les institutions La France insoumise, risque de se traduire par une recombinaison accélérée ayant pour centre de gravité l'orientation d'adaptation portée par le PS et Glucksmann dans cette campagne.

Avec la liste conduite par Manon Aubry, les limites et les désaccords existent, comme le fait de mener campagne contre l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, une question internationale qui fort heureusement s'est effacée ces dernières semaines derrière la place prise par la solidarité avec la Palestine. Mais les positions de la liste d'union populaire restent des points d'appui, des référents même pour de larges secteurs militants dans les mouvements sociaux, dans les mobilisations de solidarité avec les Palestinien-nes, dans les luttes récentes, comme les mobilisations agricoles (refus clair et net des accords de libre-échange, prix planchers...). La critique portée contre l'Union européenne, ses

institutions (dont la BCE), les mesures antilibérales du programme de la Nupes réexplorées pour cette élection, vont dans le bon sens, ainsi que la volonté de « faire baisser le son de tous les va-t'en-guerre »... Enfin, pour porter la nécessité de construire un nouvel outil, une force pour les exploité-es et les opprimé-es, nous avons besoin dans cette campagne électorale de nous adresser à celles et ceux qui partagent cette préoccupation, qui défendent le rassemblement large de toute la gauche de combat, antilibérale et anticapitaliste, ce que ne sera pas la liste de l'union populaire malheureusement verrouillée par la direction de LFI. Malgré cette absence de liste de rassemblement, dans un contexte difficile, on peut penser qu'au regard des enjeux à venir, notre camp social a intérêt à ce que la liste de l'Union populaire – qui de fait est la mieux placée pour réunir à une large échelle des suffrages exprimant la volonté de ne pas se résigner et d'en découdre avec le système et ses défenseurs – fasse le plus de voix possible.

Ce sont ces préoccupations que le NPA va chercher à faire entendre ces prochaines semaines, dans le sens de nos propres positions en faveur d'une Europe des travailleurs/ses et des peuples, contre l'impérialisme européen et l'OTAN, pour la liberté de circulation et d'installation, la réquisition des banques et des grandes entreprises de l'énergie, pour une transition écologique rompant avec le capitalisme et le productivisme, et une harmonisation vers le haut des droits sociaux européens.

C'est aussi pour mener ces discussions nécessaires que nous sommes cosignataires d'une tribune⁶ pour que ces élections soient « l'occasion d'affirmer et renforcer, en France et en Europe, une gauche radicale ancrée dans les luttes sociales, féministes, antiracistes et écologiques, les quartiers populaires, capable de stopper l'ascension de l'extrême-droite et de promouvoir auprès du plus grand nombre la perspective d'une alternative globale au système capitaliste, écocide, patriarcal, raciste, impérialiste et validiste ». □

1) Discours de J. Bardella au palais des congrès de Royan, le 13 avril 2024.

2) Interview de R. Glucksmann sur BFMTV, le 17 avril 2024.

3) Interview de F. Hollande sur France 3, le 13 avril 2024.

4) Rima Hassan, juriste franco-palestinienne est 7^e sur la liste conduite par Manon Aubry aux élections européennes.

5) Les citations sont tirées du programme de l'union populaire pour les élections européennes du 9 juin 2024.

6) Tribune: « Européennes: une gauche radicale, unitaire et démocratique pour une véritable alternative », publiée sur Mediapart le 9 avril 2024.

« Un pied dans les institutions, 100 pieds dans la rue »

ENTRETIEN AVEC MIGUEL URBÁN

« Nous avons utilisé notre espace de pouvoir comme un moyen de renforcer notre activité politique sans nous enfermer dans l'institution de l'Union européenne ». Entretien avec Miguel Urbán.

Dans le cadre des élections européennes, marquées par la montée du militarisme et la progression inquiétante de l'extrême droite, nous avons souhaité interviewer Miguel Urbán, député européen et militant de Anticapitalistas dans l'État espagnol.

Pourrais-tu te présenter, nous parler de ta trajectoire politique ?

Je suis Miguel Urbán, député européen depuis 2015 et militant de Anticapitalistas. Je suis impliqué dans l'activisme politique depuis 2013. Je me suis engagé dans différents mouvements : étudiant, anticolonial, pour le droit au logement, les mouvements d'occupation ou anti-guerre. J'ai été l'un des fondateurs de Podemos. J'écris en outre régulièrement dans divers médias, des médias espagnols tels que *El País* et *Público*, aux médias internationaux comme *La Jornada* au Mexique. Je fais également partie du comité d'expert-es de la revue *Viento Sur*.

La question des médias semble être très importante dans ton activité militante ?

Oui, elle en fait partie. J'ai toujours essayé de combiner l'activisme avec la réflexion politique, j'ai écrit, co-écrit ou coordonné une douzaine de livres publiés en Espagne et à l'étranger. Je viens de publier *Trumpismos neoliberales y autoritarios. Una radiografía de la extrema derecha internacional (Trumpismes néolibéraux et autoritaires. Une radiographie de l'extrême droite internationale)* avec Fondo de Cultura Económica, la maison

d'édition mexicaine. J'ai donc toujours essayé de combiner mes activités politiques avec la construction du débat public non seulement à travers les tribunes et les articles d'opinion mais aussi par le biais d'interviews dans les médias. Ceux-ci sont des outils fondamentaux dans le travail politique que nous avons réalisé au fil des ans, en utilisant l'institution comme une sorte de porte-voix et aussi comme un moyen d'entrer dans certains espaces où il serait autrement très difficile d'avoir accès.

Il y a un mois, j'ai passé plusieurs jours à la frontière de Rafah : il m'a fallu presque deux mois de négociations avec l'ambassade égyptienne pour pouvoir y accéder. Lorsqu'ils ont encerclé et attaqué pendant 98 jours la ville de Diyarbakir au Kurdistan, j'ai pu entrer, alors que même la presse n'entraît pas, parce que j'étais un élu du Parlement européen. Lorsque Berta Cáceres, la dirigeante féministe, indigène, écologiste et anticapitaliste, a été assassinée, Gustavo, le principal témoin, un camarade mexicain qui était avec elle et qui a réussi à se sauver parce qu'il était présumé mort par les assassins, ne pouvait pas quitter le Honduras en raison de l'implication du gouvernement hondurien de l'époque dans l'assassinat de Berta Cáceres. Je me suis rendu dans le pays et, avec un comité, tout en étant le seul fonctionnaire, nous avons réussi à mettre Gustavo à l'abri et à le faire sortir du pays.

Nous avons beaucoup suivi la question de la lutte contre la répression, tant au Nord que dans le Sud global, en utilisant la figure de l'eurodéputé pour assister aux procès, exercer une

pression politique sur les questions de criminalisation ou sur les menaces pesant sur les défenseurs et défenseses des droits de l'homme.

Lorsque les militaires étaient dans les rues du Chili pendant le soulèvement de 2019, j'ai été le seul élu non chilien à me rendre dans le pays. J'ai pu accompagner les barrages militaires la nuit ; nous avons tenu une conférence de presse qui a eu beaucoup d'impact dans le pays, exerçant une forte pression internationale sur le cas de la répression au Chili.

J'étais sur des bateaux de recherche et de sauvetage en Méditerranée lorsque Salvini fermait les ports, empêchant les personnes secourues d'entrer. J'ai passé plus de quinze jours en Méditerranée sans pouvoir entrer dans le port, malgré mon statut de fonctionnaire, mais à la fin nous avons réussi à débarquer et à être accueillis en Espagne.

Nous avons pu visiter toutes les frontières, tant en Europe que dans le Sud : nous sommes allés au Soudan, au Niger, au Mali, au Sénégal, en Égypte, en Tunisie, en Libye, tous des pays que nous n'aurions pas pu visiter si nous n'avions pas été membres du Parlement ; j'ai accompagné la première caravane de migrants qui a quitté le Honduras jusqu'à Tijuana, au Mexique. J'ai pu participer au comité international de soutien à l'audit de la dette grecque pendant le premier gouvernement Syriza. Nous avons pu suivre





la situation dans tous les camps des personnes exilées qui existaient à l'époque, à Idomeni, Lesbos, Moria, et dans d'autres îles grecques. Nous avons obtenu, pour la première fois en vingt-cinq ans, la reconnaissance, de la part du Parlement européen, de l'émergence humanitaire au Maroc, en critiquant et en dénonçant la situation de détention dans le cas d'Omar Rádi, un camarade lié à la Quatrième Internationale.

Vous avez donc utilisé l'institution d'une façon non conventionnelle ?

Oui, nous avons fait le choix de ne pas nous enfermer dans l'institution en prétendant être le meilleur parlementaire possible, mais nous avons utilisé l'institution parlementaire de la meilleure façon possible pour faire des choses qu'ils ne veulent pas que nous fassions, comme par exemple dénoncer les accords de libre-échange, essayer de construire des réseaux avec les pays du Sud précisément pour rejeter ces accords, tout cela avec de l'argent de l'Union européenne ! Avec plus ou moins de succès, nous avons essayé d'être une sorte de « cheval de Troie » au sein des institutions, en dénonçant également l'institution elle-même, le militarisme qui est maintenant si important. Nous avons essayé d'avoir une activité internationaliste en exploitant cet espace pour soutenir les luttes dans le Sud global. Et nous avons payé pour cela : j'ai été détenu par le Mossad lorsque j'étais fonctionnaire, on m'a refusé l'entrée dans plusieurs pays comme le Maroc. Eduardo Bolsonaro, le fils de Bolsonaro et principal dirigeant du bolsonarisme, a publié une vidéo de vingt-et-une minutes me menaçant précisément en raison de tout le travail accompli contre l'extrême droite au Brésil. Ils sont entrés chez moi pour me menacer ainsi que mes enfants et ma compagne ; j'ai subi plusieurs tentatives d'attentats aux portes du Parlement européen et à l'extérieur de celles-ci.

Bien sûr, tout cela ne sert pas à obtenir des améliorations dans les directives de l'Union européenne et d'ailleurs, le Parlement européen n'est même pas un Parlement : dans le meilleur des cas, nous colégiférons, mais nous n'avons pas d'initiative législative propre sans la Commission. Je pense que c'est une faille démocratique très

forte dans ce système anti-démocratique qu'est l'Union européenne, mais je pense aussi que la corrélation des forces nous empêche d'avoir des propositions anticapitalistes qui peuvent être présentées au Parlement. Nous avons donc beaucoup utilisé les institutions elles-mêmes et l'espace que nous avons eu et, surtout, nous avons créé notre propre espace.

Tu veux dire que tout le travail interne, des commissions, des groupes parlementaires n'est pas si important que ça, qu'on ne peut pas en somme changer l'Europe de l'intérieur ?

Loin de là. Afin de construire un vrai projet européen, socialiste, écoféministe, nous devons nous débarrasser de l'Union européenne, et non pas espérer pouvoir la réformer. Depuis Maastricht, l'Union européenne est devenue l'outil de constitutionnalisation du néolibéralisme qui est présenté comme la seule politique possible. Weber, le porte-parole du Parti populaire européen au Parlement, lorsque le gouvernement Syriza a cédé en signant le mémorandum après le référendum, a terminé son discours en disant que « *l'exemple de la Grèce montre qu'il n'est pas possible d'avoir un gouvernement de gauche dans l'Union européenne, et que cela serve de leçon à Podemos et à l'Espagne* ». Je suis d'accord avec lui.

Je pense que nous devons continuer de mener une politique de gauche dans une logique internationaliste de désobéissance aux traités de l'Union européenne et de construction d'un projet européen alternatif, en opposition avec la logique de repli identitaire proposée par l'extrême droite.

Comment rompre avec les institutions européennes ?

Les institutions sont construites contre nous et contre nos intérêts. Ceci dit, je pense que la logique, et nous l'avons toujours dit en tant qu'anticapitalistes, est de mettre un pied dans les institutions et 100 pieds dans la rue. L'enjeu pour nous est d'utiliser notre pied dans les institutions pour favoriser les processus de lutte et d'auto-organisation. Par exemple, il y a un programme au Parlement européen qui prévoit cent dix voyages par an pour amener les citoyens et les citoyennes au Parlement européen afin de les rapprocher de l'institution. Il y a donc cent dix

voyages par an, ils paient tous les billets, la nourriture, le séjour, et ensuite ils leur montrent le Parlement européen pendant deux heures, puis un ou une parlementaire fait généralement un petit discours.

Nous avons utilisé tous ces voyages pour y amener des conflits, des grèves, des syndicats, des personnes réprimées, pour pouvoir utiliser le Parlement comme haut-parleur des luttes et leur offrir une couverture médiatique. Le fait d'introduire dans un endroit où on ne les trouve pas habituellement des travailleurs et des travailleuses en grève attire les médias, cela donne une légitimité à ces combats. Nous avons même amené des camarades issu-es des syndicats libertaires, anarchistes, qui ne croient pas aux institutions mais qui ont participé parce qu'ils et elles ont vu que c'était utile, et que nous n'essayions pas d'obtenir un avantage politique. Nous avons fait venir Extinction Rebellion, tou-tes les camarades qui sont criminalisé-es en Europe car ils pratiquent la désobéissance civile climatique.

Quand nous avons amené des collectifs en lutte, nous avons essayé de les coordonner avec d'autres pays, avec d'autres syndicats ou avec d'autres collectifs européens, d'utiliser le Parlement européen comme un moyen de coordonner les luttes. Nous avons par exemple travaillé avec des syndicats turcs par l'intermédiaire d'une société appelée Dielinke ; nous avons ensuite travaillé sur des questions de solidarité avec des entreprises espagnoles qui violaient les droits des travailleurs/ses en Turquie, organisé des rassemblements, et même une grève de soutien en Espagne, en reliant les syndicats espagnols aux syndicats turcs et kurdes.

Cela ne signifie pas que nous n'avons pas fait de travail parlementaire. Nous avons voulu montrer que nous pouvions faire du travail parlementaire contrairement à ce qu'ils disent, mais que ce n'était pas le seul travail qui pouvait être fait, bien au contraire. En ce sens, nous avons même été dérangeants dans notre façon de nous habiller, en violant le code vestimentaire des institutions. Je me souviens de la première intervention au Parlement européen, lorsque Syriza a gagné, quand j'ai qualifié Mario Draghi, à l'époque président de la Banque centrale européenne, de terroriste financier et je lui ai demandé comment il pouvait dormir la nuit avec ce qu'il faisait. La seule chose que le *Financial Times* avait

reporté c'était que Mario Draghi avait été interpellé par un homme en T-shirt ! Autre exemple : la première activité que j'ai faite quand j'ai pris mes fonctions de député européen a été d'aller avec les camarades de la coordination européenne bloquer la Banque centrale européenne, de participer aux actions *Occupy Frankfurt*, c'était la première activité formelle que j'ai faite en tant que député européen nouvellement élu à l'époque et, à partir de là, c'est ce qui a marqué l'activité que nous avons eue.

Tu as évoqué à plusieurs reprises l'expérience de Podemos et de Syriza, quel est le bilan que tu en tires aujourd'hui ?

J'ai été l'un des fondateurs de Podemos à l'époque. Je pense que, fin 2015, quand Syriza a gagné, un slogan a été créé en Grèce « *Syriza, Podemos, nous allons gagner* » : c'est ce qui a été dit à l'époque, parce que les Grecs étaient conscients de la nécessité de ne pas être le seul gouvernement qui critiquait l'austérité. Dans ce contexte, je pense que la peur que Podemos puisse prendre le pouvoir et faire une alliance avec Syriza dans un cadre anti-austérité, bien que pas anti-capitaliste, a joué un rôle très important dans la disciplinarisation de la Grèce. Je pense que l'on a essayé de discipliner la Grèce pour discipliner le reste, pour donner un exemple de ce qui pourrait arriver à quiconque essaierait de faire une politique différente de celle que la Troïka exigeait à l'époque. Je pense que la défaite de Syriza en 2015 n'a pas été analysée correctement, précisément parce que c'était une défaite pour toute la gauche européenne. Cela a changé le cycle politique dans lequel nous vivons.

À cette époque, on enregistrait une montée des processus de lutte non seulement en Grèce et en Espagne, mais aussi au Portugal où le bloc et le PCP (Parti Communiste Portugais) avaient obtenu 23 % des voix aux élections. Il y avait eu de très grandes mobilisations dans toute l'Europe comme celle du collectif portugais « *Que se Lixe la Troika* » (Fuck la Troïka) ; en Irlande, il y avait aussi eu un processus très intéressant : les Cinq Étoiles représentaient également un certain agacement du peuple face aux politiques antidémocratiques et austères des gouvernements technocratiques italiens. En France, il y a eu le lancement de *La France Insoumise* et le mouvement *Nuit Debout*. Tous ces mouvements ont été disciplinés à travers la défaite grecque. La gauche n'a pas su lire correctement ce qui était en jeu dans la bataille grecque. Si celle-ci a été vécue comme une bataille très solitaire de la part des camarades grecs, leur défaite n'était pas solitaire, leur défaite était globale. Cela a changé le cycle politique d'une façon à ce que la colère, la contestation, le vote de protestation changent de bord au bénéfice de l'extrême droite. Avec une issue différente pour la situation de la Grèce, nous n'aurions peut-être pas eu le Brexit au Royaume-Uni. La défaite de Syriza a ainsi préfiguré la défaite de Podemos en provoquant des divisions internes lors de la campagne. Lorsque la majorité de la gauche a rompu avec Syriza, Iglesias est allé faire campagne pour Tsipras tandis que je suis allé faire campagne avec *Unidad Popular* (Unité Populaire) : deux membres de l'exécutif de Podemos menaient donc, à ce moment-là, deux campagnes différentes. La défaite de

l'Unité Populaire a été aussi une défaite pour les thèses les plus à gauche. À ce moment-là, la situation était très difficile et nous avons essayé de relancer le Plan B, qui était une initiative pour essayer de tirer les leçons politiques de la défaite en Grèce et favoriser une plus grande coordination européenne, à travers différentes initiatives : la première à Madrid, qui a assez bien fonctionné ; nous avons aussi mené des actions en France, en Suède, au Danemark, au Portugal, et ainsi de suite, mais nous n'avons pas réussi à stabiliser un cadre de coordination différent du réformisme classique du parti de gauche européen. La lecture de la population espagnole, mais aussi de plusieurs dirigeant-es de Podemos, était que l'hypothèse Syriza de gagner le pouvoir et d'essayer de rompre avec l'austérité n'était pas possible. Cela a encouragé la tentative de parvenir à un accord avec le Parti socialiste pour cogouverner et pour être plus « respectable » aux yeux de l'establishment, et cela afin qu'ils nous frappent moins et soient en mesure de réaliser une réforme ou une quelconque amélioration. Et cela a été le cadre qui a déterminé la rupture de *Anticapitalistas* avec Podemos, parce que l'hypothèse stratégique sur laquelle Podemos avait été fondé, c'est-à-dire la non-subordination au social-libéralisme et donc au Parti socialiste, a été éliminée.

C'est ce qui s'est passé dans d'autres pays européens, en France avec la France Insoumise, qui essaie maintenant de se recentrer, et en Italie avec le processus d'institutionnalisation du Mouvement Cinq Étoiles.

Oui mais, dans le contexte espagnol, le Parti socialiste est le gardien de la monarchie et du régime politique de 1978, né du pacte avec les élites franquistes, qui a une connotation encore plus régressive dans notre pays que dans d'autres social-libéralismes comme en France et ailleurs. Ce n'est pas uniquement une question idéologique : nous subordonner à eux nous élimine également électoralement, pas seulement socialement et politiquement. En d'autres termes, nous pensons que les deux grands risques encourus par Podemos étaient de se modérer et de se normaliser, de ressembler à un parti comme les autres qui gouverne en minorité avec le Parti socialiste.



Finalement, je pense qu'une partie de la défaite de Podemos et de sa capitulation ultérieure doit aussi être lue dans une logique européenne de changement de cycle face à la défaite du moment anti-austérité, illustrée par l'expérience de Syriza en Grèce.

Comment voyez-vous les élections européennes ? Il est indéniable qu'il y a une très forte poussée réactionnaire, accompagnée d'une militarisation et de nouveaux conflits comme en Ukraine ou comme la guerre génocidaire en Palestine. Comment voyez-vous les choses ?

La situation est très mauvaise pour l'humanité, elle est très mauvaise surtout pour les classes populaires et elle est très régressive pour tout projet anticapitaliste ou simplement antilibéral. Depuis 2015, nous avons assisté à un glissement brutal vers la droite de tout l'arc politique européen. Nous vivons un moment de désordre global, nous faisons face à une véritable crise du régime capitaliste par la jonction de la crise néolibérale et de sa mutation autoritaire avec la crise écologique et la logique de pénurie que cela entraîne. Le déclin de l'empire nord-américain et l'émergence d'une sorte de nouvelle période de conflits inter-impérialistes au niveau mondial, pour des ressources de plus en plus rares, génère en outre une logique néo-extractiviste et néocoloniale. En effet, 80 % des matières premières dont nous avons besoin pour une prétendue transition écologique vers un « capitalisme vert » en Europe, se trouvent en dehors de notre continent. En ce sens, l'Europe, confrontée à la concurrence et à la nécessité de nouveaux affrontements inter-impérialistes, a entrepris une logique de réarmement. Comme le dit M. Borrell, le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, l'Europe doit pouvoir parler le langage du pouvoir, non pas le *soft power* des droits de l'homme mais le langage des armes, le langage de la guerre. Pour soutenir la fièvre et la pression mercantiliste et commerciale de l'Union européenne, il faut des armées en Afrique, pour pouvoir les déplacer dans les territoires en litige avec d'autres puissances anciennes ou nouvelles. Ce processus de réarmement ne vise donc pas tant à disputer l'échiquier ukrainien à la Russie qu'à disputer l'échiquier mondial, à disputer l'Afrique plus que l'Ukraine, car l'Afrique possède bien

plus de matières premières nécessaires à l'Europe que l'Ukraine. Le problème est donc que l'Ukraine sert de prétexte aux élites européennes pour renforcer leurs propres intérêts en tant qu'élites dans ce cadre de conflits inter-impérialistes.

C'est aussi dans ce contexte qu'il faut interpréter ce qui se passe en Palestine. Cette crise du régime capitaliste signifie également une crise du régime du modèle de gouvernance libéral né après la Seconde Guerre mondiale; tout ce qui concerne le cadre international des droits de l'homme, le cadre juridique international est en train de voler en éclats. Il n'y a plus d'entité, tout est une fiction: ce que nous avons vu à l'ambassade mexicaine en Équateur où le gouvernement équatorien a permis de violer la souveraineté et le traité de Vienne, est justement un exemple de cette rupture du droit international.

La signature du pacte migratoire européen met fin au droit d'asile et s'inscrit dans cette même crise de régime où ce qui est remis en question est précisément le modèle de démocratie libérale, de séparation des pouvoirs. Nous assistons en parallèle à l'émergence d'un autoritarisme de plus en plus fort à l'échelle mondiale, avec une remise en question du droit de manifester et le recours à des outils de plus en plus répressifs.

La seule chose qui reste de la démocratie libérale est de voter tous les quatre ans; pour le reste, ce qui existe est une véritable dictature du marché, c'est l'élément vers lequel nous nous dirigeons de manière de plus en plus claire parce que c'est l'élément le plus facile pour concurrencer, dans ce modèle impérialiste intermédiaire marqué par la pénurie et l'urgence écologique. Dans ce contexte, l'extrême droite deviendra très probablement la première force dans neuf pays de l'Union Européenne, plusieurs d'entre eux étant des pays centraux comme la France, qui est déjà la première force aux européennes depuis 2014, et l'Italie encore, où la première force, aux élections de 2019, c'était Salvini avec 34 % et maintenant ce sera Meloni. La Palestine, dans l'escalade que Netanyahu veut atteindre dans la région, à laquelle s'ajoutent l'entrée de l'Iran, l'Ukraine, ce qui se passe en Amérique Latine, tout cela fait partie d'un ensemble, de cette crise de régime et d'augmentation des conflits impérialistes intermédiaires. En plus, en cette année 2024, il y a des élections dans la moitié du monde. Les élections nord-américaines vont notamment être très importantes car la victoire

de Trump pourrait entraîner une accélération de tous ces processus.

Nous ne pouvons pas écarter que la chaîne de conflits impérialistes à niveau régional puisse finalement dériver en un conflit ouvert mondial, et cela serait une troisième guerre mondiale avec des armes nucléaires, ce qui déboucherait sur un scénario dévastateur.

Quelle serait alors notre tâche principale ?

Je pense qu'actuellement la tâche principale n'est pas tant de penser aux élections, mais plutôt de réfléchir à la façon dont nous pouvons reconstruire un internationalisme antimilitariste qui rompe avec tous les impérialismes, qui soit indépendant des intérêts impériaux et éloigné de nos empires ou de nos concurrents, qui puisse avoir une indépendance de classe et qui propose que l'un des éléments les plus importants à l'heure actuelle soit une politique antimilitariste écosocialiste; de réfléchir aussi à l'articulation entre la crise climatique et l'augmentation de la guerre et des conflits armés. Il n'y a rien qui accélère plus un monde en flammes que la remilitarisation et la guerre; il n'y a rien qui accélère plus le scénario de l'effondrement climatique que d'investir les ressources rares en matières premières essentielles pour une soi-disant transition, dans les armes. Par conséquent, je pense qu'il est nécessaire d'avoir une lecture adéquate du contexte historique si important auquel nous sommes confrontés pour comprendre qu'aujourd'hui la principale contradiction qui se pose est celle du capital ou de la vie, et c'est ce que nous sommes en train de jouer; ce n'est même plus capital vs travail: l'opposition est devenue capital vs vie. La crise du coronavirus a été un essai de ce à quoi nous pourrions faire face, un essai que nous avons perdu: nous avons été soumises à une véritable doctrine du choc, nous n'avons même pas pu remettre en question la propriété privée de certaines multinationales pharmaceutiques face à un bien commun pour la vie des gens. Cela devrait nous faire réfléchir: soit nous nous confrontons au temple de la propriété privée et commençons à parler de l'accès aux ressources communes, des contrôles stratégiques des secteurs de l'économie et d'un monde en paix, soit ce que nous ferons sera de jeter plus d'essence sur le feu, et d'accélérer ce train lancé sans freins vers le suicide climatique et écologique de la vie même que le capitalisme est devenu. □

L'Union européenne, un outil pour les capitalistes nationaux

PAR ROSELINE VACHETTA

Roseline Vachetta a été députée européenne, avec Alain Krivine, de 1999 à 2005, est intervenue en meeting à Lille le 20 avril 2024 pour présenter l'analyse du NPA sur l'Union européenne et des éléments d'orientation face à elle.

On explique aux populations que l'Europe a été créée au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour créer un espace de paix, pour en finir avec les guerres notamment entre la France et l'Allemagne. Mais cette Europe-là est en réalité née à la fois du chaos – toutes les économies européennes avaient été détruites, mais aussi les peuples, les villes et les agricultures – et avec une intention capitaliste puisqu'elle s'est construite depuis le début dans le contexte du plan Marshall de 1947.

Aux origines de l'Union européenne Il y avait alors dans le monde une économie qui allait très bien : c'était l'économie des États-Unis qui n'avaient pas eu de destruction sur leur territoire. Elle était la plus puissante et pouvait, à travers le plan Marshall, porter un plan de reconstruction sur tout l'Europe. Pour les Européens, il y avait toutefois un coût très important à accepter le plan Marshall : l'argent étant versé en dollars, il devait être d'abord investi dans des entreprises américaines. Cela a permis au capitalisme nord-américain de s'installer sur les territoires européens. Et c'est que l'on paie aujourd'hui toujours, par exemple avec les usines Ford dont a été victimes, avec d'autres, notre camarade Philippe Poutou, mais aussi avec l'installation d'IBM, de Coca-Cola ou encore de la culture Hollywood.

Ainsi, le plan Marshall a été le cadre dans lequel s'est pensée la construction européenne, qui devait se développer dans une logique de libre échange

évidemment avec les États-Unis mais à terme aussi avec l'ensemble du monde. Cela a coûté cher en termes de dépendance de l'Europe et puis d'inscription dans le capitalisme mondial. Mais aussi en termes de construction politique, puisque cette Europe ne pouvait qu'avoir une organisation non démocratique.

L'Europe a ainsi été construite par en haut sur les intérêts du capital et non sur les besoins des peuples, ce qui a constitué sa marque de fabrique originale qui n'a cessé depuis lors de s'approfondir. Tous les traités qui ont construit l'actuelle UE tournent d'ailleurs tous autour du marché commun. La liberté de circulation qui a été construite a ainsi été d'abord et avant tout celle des services, des biens et des capitaux, le tout sans démocratie comme en témoigne la création d'une Banque centrale indépendante de tous les pouvoirs et évidemment des peuples, ou encore les critères contraignant les choix budgétaires des États. C'est une Europe qui empêche les peuples de faire d'autres choix que ceux qui leur sont imposés depuis le début. Cette est bien pratique pour les gouvernements qui expliquent que c'est de la faute à l'Europe quand ça ne va pas, même si en pratique ce sont bien eux qui la dirigent. Dans l'UE, la décision ne peut se faire que pour le profit capitaliste.

LE LIBÉRALISME AU CŒUR

Les différentes politiques européennes (la politique agricole commune, la

politique sociale, la politique économique, la politique européenne de sécurité commune qui créera Frontex) mettent en fait en musique les orientations imposées par le capital. Tel a par exemple été l'accord général sur le commerce des services, qui s'est discuté dans les années quatre-vingt, à une époque où 14 des 15 États européens étaient dirigés par des partis socialistes. Mais cet accord a été un accord purement capitaliste, qui a ouvert toutes les grandes libéralisations dans l'éducation, la santé, les transports, la poste, les autoroutes, les banques et l'énergie. C'est une mise en concurrence généralisée, qui a aussi permis de faire pression sur le coût de la force du travail, afin qu'elle soit à un prix toujours plus bas, en particulier en faisant baisser ce que les marxistes appellent le salaire indirect, c'est-à-dire la protection sociale et les retraites.

L'Europe s'est aussi construite par une quarantaine d'accords de libre-échange, avec des États ou des groupes d'États. Ces traités n'ont qu'un but : élargir la quantité de marchandises qui circule et favoriser le dumping social. Parmi ces accords de libre-échange se trouve l'accord d'association de l'Union européenne avec l'Israël, qui a été mis en place en 1959 et a été réactualisé régulièrement, pour la dernière fois en 2010. Cet accord permet à Israël





d'être placé sur le même plan qu'un État voisin de l'UE, ce qui permet à son économie de n'avoir pratiquement aucun droit de douane lorsque ses produits sont exportés vers l'Europe. Cet accord permet d'intégrer largement Israël dans le marché commun européen : 33 % des exportations et 40 % des importations d'Israël se font ainsi avec l'Union européenne. Loin de vouloir remettre en cause cet accord, l'UE veut au contraire le développer et prépare depuis 2022 un nouvel accord, afin de profiter des importants gisements de gaz d'Israël, qui pourraient remplacer le gaz qui vient de Russie.

UNE EUROPE AUTORITAIRE ET RACISTE

Parce qu'elle est un instrument des dominants contre les besoins des peuples, cette Europe est forcément autoritaire, en premier lieu par ses institutions. Le pouvoir clef réside dans le Conseil, qui se réunit tous les six mois pour les sommets européens où se définissent les orientations politiques. Ensuite, la Commission européenne, formée de commissaires européens nommés par les gouvernements, met en musique les orientations du conseil. Ensuite, ces propositions de la Commission sont examinées par le Parlement mais aussi par les conseils des ministres, qui réunissent les ministres, compétence par compétence.

Le système est tellement antidémocratique que le Parlement, créé dans les institutions depuis les années cinquante, était jusqu'en 1979 désigné par les gouvernements. Même s'il est désormais élu, le Parlement ne peut décider qu'avec le Conseil des ministres. Il faut le dire et le répéter : le Parlement ne peut faire la loi et les peuples européens élisent des représentants qui n'ont jamais le dernier mot, puisque les gouvernements ont toujours une voie prépondérante.

Parmi les grands pactes européens actuels, il faut évoquer le pacte pour la migration et l'asile qui vient d'être voté le 10 avril. C'est une suppression du droit et de la justice aux frontières, puisqu'ils installent une filtration aux frontières extérieures de l'Europe, avec sept jours de rétention administrative pour tous les arrivants. Ce sont des techniciens, désignés par les offices

nationaux d'immigration, qui décideront alors du sort des migrant-es, avec la possibilité d'en renvoyer certains chez eux ou dans un pays tiers au terme de ces sept jours. Se trouvant en rétention en dehors du territoire européen, les migrant-es n'auront pas accès à la justice et ils ne pourront contester les décisions prises. Quant aux autres, leur sort sera examiné, avec une possibilité de prolonger leur rétention administrative qui pourra aller jusqu'à un an. Cette décision se fera en dehors des principes habituels du droit, qui veut que les situations soient jugées individuellement, puisque le sort des migrants sera défini selon leur nationalité. Chaque nationalité aura un quota et si ce quota est dépassé, le ou la migrant-e ne pourra être acceptée quelle que soit sa situation et les risques pour sa personne.

Quand on parle de l'Europe, il faut aussi parler de l'OTAN, qui a été créée en 1949 comme alliance politique et militaire avec les États-Unis, qui voulaient endiguer le communisme et l'URSS. Puis l'URSS a disparu, mais l'OTAN a continué, avec d'autres objectifs prétendus : contre le terrorisme, mais aussi contre la prolifération des armes de destruction massive, puisque certains pays ont le droit d'avoir des armes nucléaires, mais d'autres non. L'OTAN s'occupe aussi de cyber défense, s'occupe aussi de la lutte contre l'immigration. Elle est aussi intervenue dans un tas de pays, la Serbie, la Libye, le Darfour, l'Afghanistan, la Somalie, etc.

LA PAC

Enfin, je voulais prendre l'exemple de la Politique agricole commune (PAC), qui a été créée en 1962. Au début, le but était de reconstruire l'agriculture et pour cela, il y avait des prix minimaux, la création de stocks européens pour pallier les problèmes d'approvisionnement et la suppression des droits de douane. Dans ses premières années, la PAC a pris une grande place, mais sans qu'il y ait une surproduction trop importante. Après Maastricht et l'essor de la concurrence libre et non faussée, l'UE décide de modifier sa politique, qu'elle trouvait trop dirigiste et surtout trop égalitaire.

À partir de 1993, chaque producteur a dû négocier avec les entreprises de l'agroalimentaire et les distributeurs. Le résultat a été rapide : en vingt ans, les profits de l'agroalimentaire ont

augmenté de 64 % et ceux des distributeurs de 188 %. Au lieu d'une aide collective à l'agriculture, l'UE a en effet mis en place une aide directe aux agriculteurs, avec un principe simple : plus vous êtes gros, plus vous touchez d'argent. Cette politique a produit les fermes usines, les exploitations de 800 hectares pour des céréaliers, mais aussi, par contre-coup, la disparition des paysans. Si dans les années soixante-dix, il y avait 45 % d'agriculteurs vraiment paysans, aujourd'hui il y en a 2 %. Il y avait alors un million de fermes tandis qu'aujourd'hui il n'y en a plus que 400 000. D'immenses exploitations produisent de la malbouffe, de la production pour l'exportation, tandis que de plus en plus de gens sont en situation de famine.

GUERRE ET MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Passons désormais aux enjeux de ces prochaines élections, qui se situent dans un contexte dominé par un affrontement économique, colonialiste, des grandes puissances et des impérialistes, qui a amené les dépenses militaires dans l'Union européenne à augmenter de 123 % depuis 2014. Ce contexte, c'est aussi la guerre en Ukraine et en Palestine. La guerre constitue un marché pour la France, troisième producteur et troisième exportateur mondial d'armes, ce qui explique aussi le soutien absolument scandaleux que les autorités françaises ont pu apporter à Netanyahu.

Le contexte de ces élections, c'est aussi le pacte austéritaire. Nos droits font l'objet d'attaques massives, sur le chômage ou encore les retraites. Les salaires sont gelés et l'inflation frappe durement de nombreuses personnes, qui vont de la pauvreté à la misère. Cela veut dire qu'on va avoir encore une abstention extrêmement forte et un risque d'extrême-droite extrêmement puissant. Selon les sondages, un tiers des électeurs se prononceraient pour l'extrême droite, une extrême droite qui n'a en fait pas changé. Il n'est en effet pas vrai que Marine Le Pen a normalisé le Rassemblement national : c'est en fait la droite qui s'est extrême droitisée. Aujourd'hui la droite a la même rhétorique que l'extrême-droite : le repli sur la nation, la défense de la nation, le racisme mais aussi le sexisme. Il y a quand même 12 des 27 États membre de l'UE qui sont contre le

mariage pour tous.

Tout cela fait que c'est le discours de l'extrême-droite qui imbibe nos quartiers, parfois aussi des salarié-es. Le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'islamophobie, augmentent d'une façon importante. Tout cela permet l'essor des Fratelli d'Italia et de la Ligue du Nord, mais aussi de Vox en Espagne, de Droit et Justice en Pologne, de Fidesz en Hongrie, tandis que l'extrême-droite ne manque pas d'incarnations en France, avec le Rassemblement national, Reconquête et les Patriotes.

QUELQUES ENJEUX POLITIQUES

Pour autant, ce qui est clair pour nous, c'est que nous ne soutiendrons pas la politique de la gauche dans ce pays, ni des gauches européennes. Ils sont tellement pareils que la droite au niveau européen, que lorsque j'étais au Parlement européen, les socialistes et la droite s'étaient accordés pour alterner tous les six mois à la présidence du Parlement européen. Et cela ne posait aucun problème, parce qu'ils menaient exactement la même politique.

Dans cette élection, nous n'aurons pas de liste, car cela coûte trop cher et qu'on n'y arrivera pas. Mais on défendra nos idées et pour certaines d'entre elles, on le fera avec la FI, ce qui explique nous leur ayons proposé de présenter une liste commune. Pour nous, ces élections doivent permettre de dénoncer les impérialismes et les colonialismes et d'afficher notre soutien aux résistances de tous les peuples. Il nous faut dénoncer l'accord UE Israël et la complicité de l'État français. Nous voulons aussi défendre d'un accueil inconditionnel des migrant-es, avec la liberté de s'installer, de circuler. Nous voulons aussi développer un programme qui porte une bagarre contre toutes les inégalités, les inégalités de genre, les inégalités entre étranger-es et français-es, etc. Nous continuerons aussi à nous opposer aux traités et à leur logique capitaliste, en refusant le dumping social et fiscal.

Nous voulons aussi porter des revendications sur la hausse des salaires, l'extension de la protection sociale et des services publics, la réduction du temps de travail, la défense des retraites à 60 ans. Mais aussi la socialisation des grandes entreprises, la sortie du nucléaire, etc. Il faut s'appuyer sur des luttes victorieuses,

parmi lesquelles on trouve souvent des femmes au bas de l'échelle, mal payées, sous-payées, souvent mères seules. Enfin, il nous faut défendre une perspective politique pour l'écologie, en répondant au productivisme actuel par la mise en place d'une alimentation saine et accessible pour tous, en développant les productions locales, mais aussi par la protection de nos bien communs comme l'eau.

Je pense que nous devons accepter l'adhésion des peuples européens qui veulent entrer dans l'Union européenne, comme la Moldavie, l'Ukraine et des peuples des Balkans, non pas parce qu'on veut renforcer cette Union européenne, mais parce qu'on pense qu'on a besoin de tous les peuples qui le souhaitent pour se battre contre cet ordre-là. Au nom de quoi refuserait-on l'adhésion à l'UE aux peuples qui la demandent ? Parce qu'ils vont appauvrir l'Union européenne ? Je pense qu'il faut vraiment entendre l'envie de ces peuples se regrouper avec d'autres. □

Du partage de la Palestine historique à la deuxième Intifada

**BROCHURES DES JCR-RED DE 2001 ET
2002 REVUES PAR MAYA LAVAULT**

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le monde découvre l'ampleur du génocide juif. À cette époque, la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis ferment, sous toutes formes de prétextes, leurs portes à l'immigration juive. Sous la pression des grandes organisations sionistes confrontées à la montée du nationalisme palestinien sous l'effet de l'accélération de l'immigration juive et de l'accroissement rapide des colonies, la Grande-Bretagne, qui a reçu en 1919 de la SDN un mandat sur la Palestine, fait appel à l'ONU pour trancher la question. Une commission de l'ONU émet l'idée d'un partage tandis que les pays arabes prônent un État binational dans lequel coexisteraient Juifs et Arabes.



Il y a trente ans, la jeunesse et les travailleurs s'unissaient pour antiCIPer

PAR FABIENNE DOLET

En mars-avril 1994, la France connut un printemps agité, en particulier dans la jeunesse. La droite était de retour et, pour lutter – prétendait-elle – contre le chômage, elle voulait autoriser les entreprises à rémunérer à 80 % du Smic les jeunes de moins de 26 ans ayant bac+2 ou moins pour une durée de six mois à un an, renouvelable une fois. En période de récession, la réponse fut sans appel.

Quand sont publiés le 24 février 1994 au Journal officiel les deux décrets d'application du contrat d'insertion professionnelle (CIP), une partie des académies est en vacances d'hiver, mais très vite, les syndicats étudiants, à commencer par l'Unef-ID, appellent à se rendre en manifestation. L'appel est entendu car l'injustice est flagrante : découlant de la loi quinquennale adoptée le 20 décembre 1993 par l'Assemblée nationale, le CIP n'est autre qu'un « smic-jeunes », qui va précariser toujours plus, et surtout les moins qualifiées des jeunes.

« BALLADUR M'A TUER »

En réponse à l'injustice, les jeunes, en particulier celles et ceux des IUT, s'organisent. Michel Giraud, ministre du Travail, défend pendant plusieurs semaines cette mesure qui fait partie du Plan quinquennal pour l'emploi, un plan destiné à déréguler le code du travail, à autoriser le travail du dimanche par dérogation (depuis largement étendu). C'est pourtant le très aristocratique Premier ministre Balladur qui est ciblé par des manifestantEs, au son de « *Balladur, et hop, dans la benne à ordures* » ou « *Balladur, smic ta mère* ».

En écho à une autre injustice – celle qui a conduit Omar Raddad en prison, condamné le 2 février 1994 pour le meurtre de Ghislaine Marchal –, on a vu fleurir sur les murs des facs, comme à Nantes, le slogan « *Balladur m'a tuer* », dérivé d'« *Omar m'a tuer* », l'inscription

qui l'a fait condamner. Le mobile de Balladur, lui, était limpide : « *les jeunes qui ont 20 ans aujourd'hui n'ont connu que la crise; il est de notre responsabilité de trouver des solutions* ». Une solution qui apparaissait pour ce qu'elle était : baisser le coût de la main-d'œuvre et faire des cadeaux aux patrons.

L'UNITÉ DES JEUNESSES

Ce mouvement de la jeunesse diffère à bien des égards des mouvements précédents, comme celui de 1986 contre la loi Devaquet et la sélection à l'entrée de l'université, ou le mouvement lycéen de 1990 qui réclamait des profs et un plan de réparation des lycées dégradés. Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale, avait augmenté le budget. Dans ce mouvement, c'est la jeunesse, ou plutôt les jeunes qui s'unissent contre l'injustice sociale et expriment leur crainte du chômage. La jeunesse étudiante occupe les facs, quand celle des IUT est un moteur puissant dans de nombreuses villes, et que des jeunes travailleurs/ses se joignent au mouvement.

Assemblées générales, manifestations, auto-organisation : toute une génération fait l'expérience de la mobilisation et de la politisation, mais aussi celle de la répression, qui trente ans après, apparaît presque douce. À Nantes, dès la première manifestation, le préfet envoie les lacrymos avant même la dislocation de la manif. La colère

légitime des manifestant-es donne lieu à des affrontements avec la police qui se répéteront chaque jeudi pendant cinq semaines.

LE LIEN AVEC LES TRAVAILLEURS/SES

Les syndicats de salarié-es sont en négociation avec le gouvernement autour du Plan quinquennal pour l'emploi. Ils soutiennent les jeunes de la rue.

Le jeudi 3 mars, étudiant-es et lycéen-es manifestent à Paris à l'appel de l'Unef-ID et de l'Unef-SE. Une coordination des IUT se met en place. Édouard Balladur a convoqué pour ce jour une table ronde « sociale » : le CIP en constitue le sujet unique. Les syndicats dénoncent les décrets. La CGT quitte la réunion pour rejoindre les manifestant-es. Dans la soirée, le Premier ministre affirme « entendre » les critiques, mais refuse d'annuler les décrets. Il annonce un texte « complémentaire » élaboré « dans la concertation ».

Le 10 mars, des dizaines de milliers de jeunes manifestent à Paris et dans les grandes villes. Le samedi 12 mars, 400 000 personnes se rassemblent dans toute la France à l'appel de la CGT et d'une quarantaine d'organisations. Le jeudi 17 mars – du jamais vu – CFDT, CFTC, CGT, FO, FEN, FSU, coordinations et syndicats d'étudiant-es et



de lycéen·nes appellent à manifester contre le CIP. Les salarié·es du pays se mobilisent et soutiennent le mouvement qu'une pancarte résume bien: « *Papa, j'ai trouvé un travail, c'est le tien* ».

Dans de nombreuses villes, l'alliance de la jeunesse et des travailleurs/ses est comparée à celle de 1968. C'est moins

Le « *décret complémentaire* » sort donc le 23 mars. Il précise qu'un·e jeune diplômé·e ne rentrera en CIP que s'il ou elle est au chômage depuis plus de six mois. Pour les diplômé·es à partir du CAP, il faut entendre 80 % du salaire minimum conventionnel, les 20 % étant consacrés à la formation assurée par des tuteurs/trices. Pour les non-diplômé·es, on reste à 80 % du Smic. Ce premier recul, loin de calmer la mobilisation, l'encourage¹. Il faut dire



visible en région parisienne, mais en régions, l'unité de la jeunesse et des salarié·es donne de la force au mouvement. Et cette solidarité s'exprime au-delà des manifestations: à Nantes, par exemple, les étudiant·es viennent soutenir les « filles » de Chantelle de Saint-Herblain, menacées de licenciements pour cause de délocalisation.

LES AJUSTEMENTS DU MINISTRE

Le 20 mars 1994, Michel Giraud déclare, dans *Le Journal du dimanche* que le gouvernement « *n'a pas reculé* », mais « *a ajusté* » son texte. C'est aussi le premier tour des élections cantonales, et la droite ne pavoise pas.

Le lendemain, Michel Giraud, toujours lui, reçoit les organisations syndicales. Il tape du poing sur la table: « *Cette semaine, cela ressemble à Verdun, on ne passe pas! Trop, c'est trop! J'ai passé ce matin une heure avec le Premier ministre et nous en sommes convenus: ça suffit!* ». Michel Giraud et Edouard Balladur donnent le feu vert à la publication de leur nouveau décret dans le Journal officiel.

qu'avec deux millions de chômeurs/ses (soit 10 % de la population active), chaque famille compte au moins un chômeur ou chômeuse et un·e jeune en études. Et le tutorat apparaît comme une mesure sans fond, pas préparée, au point que le CNPF (l'ancêtre du MEDEF) ne semble pas en vouloir. Des dissensions dans la majorité gouvernementale se font jour.

AFFRONTEMENT À L'ÉTAT ET RETRAIT DU CIP

Les 22, 23 et 24 mars, de nouvelles manifestations ont lieu dans plusieurs villes du pays, notamment à Nantes et à Lyon où, à la suite d'interventions policières, des dizaines de jeunes sont interpellé·es et condamné·es². À Lyon, deux jeunes d'origine algérienne sont condamnés à l'expulsion sur ordre du préfet de région. Le vendredi 25 mars, des centaines de milliers de lycéen·nes et d'étudiant·es manifestent dans toute la France. Ils et elles sont près de 60 000 à Paris, 40 000 à Lyon. Dans la capitale et à Nantes, la police intervient à nouveau violemment. La position du gouvernement semble se durcir.

Pourtant, le lundi 28 mars, le Premier ministre annonce la « suspension » du CIP pour une semaine, preuve que la pression de la jeunesse fait son œuvre. Une jeunesse redoutée... par Balladur qui était membre du cabinet de Georges Pompidou en 1968 et ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation (*sic*) entre 1986 et 1988 pendant les manifestations étudiantes de 1986 au moment de la mort de Malik Oussekiné.

Les jeunes ne désarment pas et, plus que jamais, s'organisent pour le 31 mars, se réunissent en assemblées générales, occupent les gares dans plusieurs villes... Le mouvement est à son pic, et l'annonce du retrait du CIP le mercredi 30 mars n'empêche pas la tenue de la manifestation du lendemain.

Pendant plusieurs jours, la mobilisation ne faiblit pas. Dans de nombreuses facs, l'occupation reste une réalité encore ce début avril. La mobilisation est soutenue par les doyens et les chefs d'établissements, du moins pas réprimée.

Dans la première quinzaine d'avril, les AG se poursuivent pour réclamer l'arrêt des poursuites judiciaires, la démission du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, l'arrêt des expulsions des deux jeunes d'origine algérienne. L'exécution de l'expulsion est finalement soumise au sursis³, Charles Pasqua s'incline, mais déclare le 6 avril 1994 devant l'Assemblée nationale: « *Le droit de manifester est inscrit dans la Constitution, mais nous ne laisserons pas la chienlit s'installer ni à Paris ni ailleurs* ». Ambiance gaullienne et 1968!

Un recoupement des diverses informations publiées par la presse donne un chiffre minimal de 1 300 interpellations pour l'ensemble du territoire au cours de ce mouvement³. À comparer avec les 800 interpellations pour la seule journée du 16 mars 2023, jour de l'annonce du recours au 49.3 pour la réforme des retraites de Macron.

LE CIP, UNE MESURE DE DROITE PARMIS D'AUTRES

D'une durée de six semaines, ce mouvement s'oppose d'abord à une mesure qualifiée de droite. Un an plus tôt, au printemps 1993, la gauche, en déroute, vient de perdre les élections législatives, qui ont donné une très large majorité aux divers partis de droite (57,65 %). L'année précédente, elle avait également perdu les régionales. C'est ainsi que Balladur devint Premier ministre de la deuxième cohabitation sous la présidence

de Mitterrand. Reste dans les mémoires des salarié-es la précédente cohabitation au cours de laquelle Chirac, Premier ministre, avait largement privatisé.

Ce retour de la droite est marqué par des attaques sur le droit d'asile et sur la protection sociale. En juillet 1993, la durée d'assurance nécessaire à l'obtention d'une retraite à taux plein passe progressivement de 37,5 années à 40 années pour les salarié-es du privé. Sans riposte. Les lois Pasqua-Debré s'imposent, la mobilisation reste faible.

L'AGITATION SOCIALE DE RETOUR

Dès l'automne, l'agitation sociale reprend. D'abord, ce sont les personnels au sol d'Air France qui, à partir du 18 octobre et jusqu'au 29 octobre, s'opposent à un plan de redressement qui doit supprimer 4 000 emplois. Les avions sont cloués au sol pendant plusieurs jours. Le président d'Air France démissionne.

Ensuite, le gouvernement décide, dans le cadre du plan « Université 2000 » et de la discussion sur le budget, de revenir sur une mesure prise en 1990 par Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale : l'extension du bénéfice de l'ALS (allocation de logement sociale) aux étudiant-es en leur seule qualité d'étudiant-es locataires d'un logement. L'ALS, instituée en Île-de-France, puis étendue dans les agglomérations de plus de 100 000 habitant-es en 1992, concerne, début 1993, tout le territoire. À la rentrée 1993, 365 000 étudiant-es (sur deux millions) en bénéficient, dès lors qu'ils et elles déclarent ne pas disposer de revenus propres, quels que soient les revenus de leurs parents : elle s'élève en 1993 à 1 074 francs par mois pour les étudiant-es parisiennes et à 945 francs pour les provinciaux et provinciales (environ 150 euros). La décision du gouvernement d'indexer l'ALS sur le revenu des parents (sauf pour les boursier-es) met dans la rue de nombreux campus pendant le mois de novembre, et déjà le slogan « *étudiants, salariés, solidarité* » est scandé, prélude en quelque sorte au mouvement du printemps 1994⁴. Le gouvernement recule sur l'ALS, hanté par le spectre du mouvement de 1986 sur la loi Devaquet, et face à des syndicats étudiants et salariés forts.

Le 16 janvier 1994, un million de personnes manifestent à Paris pour l'école laïque après que l'Assemblée nationale a

adopté le 15 décembre 1993 une loi dite « Bourg-Broc » ou « Bayrou », du nom du ministre de l'Éducation nationale, qui vise à supprimer de fait toute contrainte en matière de financement des écoles privées. Bien que la loi ait été invalidée par le Conseil constitutionnel, les syndicats d'enseignant-es et les associations laïques entendaient faire tir de barrage.

LA LUTTE DE CLASSE APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

C'est donc dans ce contexte d'agitation et d'opposition aux attaques de la droite que le mouvement contre le CIP s'est construit, fort aussi des premières AG de l'automne. Il représente à la fois l'opposition classique de la gauche dans la rue face à la droite au gouvernement et un point de bascule en ce qu'il est le premier mouvement unissant les jeunes et les travailleurs/ses.

Trente ans après, difficile de faire des comparaisons avec le mouvement social actuel, sa structuration et sa force. Il n'est pas inutile néanmoins de se replonger dans cette époque qui, après la chute du mur de Berlin en 1989, avait enterré la lutte de classes. Celle-ci faisait donc son grand retour avec le mouvement contre le CIP alliant l'énergie de la jeunesse à l'expérience accumulée des organisations syndicales, politiques et associatives qui avaient fait leurs armes dans l'après-68. Seulement 18 mois avant le mouvement de novembre-décembre 1995⁵, dont le slogan phare « *Tous ensemble* » s'annonçait dès mars 1994.

UNE VICTOIRE PARTIELLE

Seule la partie de la loi la plus contestée a été retirée. Le reste du plan quinquennal pour l'emploi s'est appliqué, éclairant aussi les divisions à l'œuvre dans le front syndical entre les partisan-es de la négociation (souvent contre l'intérêt des travailleur/ses), la CFDT avec Nicole Notat à sa tête et les tenant-es du rapport de forces.

En 1994, comme en 1995 où le plan Juppé s'appliquera sur le volet de la Sécurité sociale, le gouvernement reculant sur les retraites de la fonction publique (qu'il voulait aligner sur celles du privé pour finir le travail de Balladur) et les régimes spéciaux, la victoire n'est que partielle.

La droite était à l'offensive, mais la vitalité du mouvement social a entravé ses projets, sans qu'il soit possible pour ce dernier d'aller plus loin. La traduction politique et institutionnelle de cette vitalité a été contradictoire.

La gauche de gouvernement est tellement discréditée après les années Mitterrand et sa fin de mandat désastreuse qu'aucun parti n'apparaît comme le représentant institutionnel légitime du mouvement social. Et il suffit à Chirac de faire campagne sur la « *fracture sociale* », en décalage avec la politique brutale de son « *ami de trente ans* » Balladur, pour gagner face à Lionel Jospin. La brutalité de la droite de 1994 apparaît bien timorée après celle de Sarkozy et de Macron, et le rapport de forces entre les classes bien moins miné par l'accompagnement social-libéral, la résignation, le repli individuel et la répression.

SE BATTRE FACE À LA MARCHANDISATION

Trente ans après, on ne peut que constater le recul inéluctable de nos droits sociaux, la pression sur les salaires, la mise au pas de la jeunesse. En 2006, Villepin a voulu instaurer le CPE (contrat de première embauche), qui prévoyait pour les moins de 26 ans une période d'essai de deux ans : comme avec le CIP, il y a dans cette mesure une volonté de faire baisser le coût de la main-d'œuvre. De façon directe en 1994, indirecte en 2006. En dérégulant et en segmentant les droits des travailleurs/ses, c'est l'ensemble des salaires qui sont visés pour alimenter les profits.

Il y a aussi une volonté idéologique, gratuite, de mettre au pas la jeunesse, de la faire entrer dans le rang... Toutes choses qu'on retrouve aujourd'hui dans les politiques macronistes depuis 2017 avec le SNE, le port de l'uniforme, la casse du service public d'éducation et de l'enseignement supérieur, la généralisation des contrats d'alternance.

Les jeunes d'hier sont les salariéEs d'aujourd'hui. Il est urgent d'« *antiCIPer* » comme on le disait il y a trente ans, de s'organiser pour imposer des mesures d'urgence sociale et écologique, et d'instaurer une autre société. Il est temps de s'« *émanCIPer* » ! □

1) Voir l'article du GERME (Groupe d'Études et de Recherche sur les Mouvements Étudiants), « Avant le CPE (contrat première embauche), le précédent du CIP Balladur (décrets du 24 février 1994) ».

2) Le nombre d'interpelléEs et les condamnations ne sont pas dénombrées trente ans après de façon exhaustive.

3) Voir l'article en ligne « 1994 : la répression judiciaire du mouvement "anti-CIP" », Lignes de forces.

4) Voir l'article du GERME, « Le serpent de mer de l'ALS : retour sur une tentative de réduction du gouvernement Balladur en 1993 ».

5) Voir Daniel Minvielle, « Novembre-décembre 95, « Tous ensemble » contre le plan Juppé », l'Anticapitaliste la revue, n° 71, décembre 2015.

Il y a 50 ans, un antimilitarisme actif déstabilise l'armée

PAR ROBERT PELLETIER



Le 17 mai 1974, entre les deux tours de l'élection présidentielle qui devait voir la victoire de Giscard d'Estaing, paraissait dans Rouge et Libération un appel de 100 soldats, appelés du contingent, mettant en avant une liste de revendications à vocation démocratique.

L'Appel revendiquait notamment « le libre choix de la date et du lieu de l'incorporation entre dix-huit et vingt-cinq ans », « une solde égale au SMIC et la gratuité des transports », « la possibilité pour les engagés de résilier leur contrat à tout moment », « la suppression des brimades sous toutes leurs formes et l'obtention de permissions hebdomadaires », « la suppression des incorporations au-delà des frontières nationales », « la liberté totale à l'information et à l'expression politique dans les enceintes militaires », « le libre choix de la tenue civile ou militaire en dehors des heures de service », « la dissolution de la sécurité militaire », « la suppression des tribunaux et sanctions militaires ».

UN CLIMAT PROPICE

La France sociale et politique de cette année s'inscrivait dans la suite de Mai 68 dont le soulèvement généralisé avait cependant épargné l'institution militaire au sein de laquelle seules quelques déclarations anonymes comme celle provenant du 153^e RIMECA¹ de Mutzig avaient laissé transparaître des velléités de refus de soldats du contingent de s'affronter aux grévistes.

Une période où les luttes ouvrières exprimaient notamment l'aspiration au contrôle et à l'autogestion, telle que l'emblématique lutte prolongée des Lip en 1973.

La critique de l'institution militaire se manifestait, pour l'essentiel, à l'extérieur des casernes, venant de pacifistes

et objecteurs de conscience, lourdement réprimés. La mobilisation autour de la résistance à l'extension du camp militaire du Larzac avec des rassemblements massifs sur le plateau au cours des étés 1973 et 1974 tendait à fédérer les mobilisations sociales, antimilitariste, anti-autoritaires. Au printemps 73, que la loi Debré votée en 1970 limitant l'accès aux sursis, entrant en vigueur à partir de janvier de cette année 73, déclenche un mouvement lycéen d'ampleur mettant la question militaire sur le devant de la scène. De février à avril, des dizaines de milliers de manifestants exigèrent sa suppression. Si la mobilisation n'obtint pas gain de cause, le mouvement sensibilisa de larges franges de la jeunesse à l'antimilitarisme, avec des jeunes qui, pour beaucoup, firent leur service militaire entre 1974 et 1976.

Le coup d'État militaire de septembre 73 au Chili et la révolution des œillets au Portugal relancent les débats sur la pertinence et l'urgence d'une intervention couplée, interne et externe, à l'armée. Ce renouveau de l'antimilitarisme s'illustre par la présence de soldats organisés autour de la LC² dans le FSMAR³ dans les manifestations syndicales du 1^{er} mai et par l'assemblée générale de 500 appelés dans la cour de la caserne de Fontainebleau, suivie d'un sit-in, pour la mort de deux d'entre eux à la suite d'un accident le 14 août. Parallèlement sont créées des organisations antimilitaristes civiles liées à la LC, Révolution et au PSU (CDA, CAM, IDS)⁴

UN VRAI SUCCÈS

C'est dans ce mouvement que le FSMAR est, pour l'essentiel, à l'initiative de la pétition dite de l'Appel des Cent. Ce sont rapidement des centaines puis des milliers de soldats, appelés et engagés, qui apposent leurs noms en bas du texte de l'Appel des Cent. En face, la riposte du pouvoir et de la hiérarchie est hésitante. Les sanctions suscitent des réactions, les mutations offrent de nouvelles opportunités à ceux qui sont envoyés dans d'autres unités. Cela va donner une répression différenciée et modérée avec une tentative de black-out sur le développement du mouvement. Mais au total cela engagera un développement important des comités de soldats et surtout les manifestations de soldats en uniforme dans les rues de Draguignan, de Karlsruhe, Nancy, Verdun... S'essayant au « en même temps » fait de répression et de mesurées d'amélioration de la condition du soldat, le pouvoir décidera d'amplifier la répression quand une fraction du mouvement ouvrier s'engagera dans un mouvement de création de sections syndicales de soldats avec la mise en œuvre de la Cour de sûreté de l'État en novembre 1975. □

1) Régiment d'infanterie mécanisé.

2) « Prolongée » par le FCR puis la LCR suite à la dissolution dans la suite de la manifestation contre l'Ordre Nouveau en juin 73.

3) Front des soldats marins aviateurs révolutionnaires.

4) CDA : comité de défense des appelés ; CAM : comité antimilitariste ; IDS : Information droits des soldats.